

# RAPPORT DE GESTION

POUR LES EXERCICES CLOS  
LES 31 DÉCEMBRE 2024 ET 2023  
(en millions de dollars canadiens)



## TABLE DES MATIÈRES

|   |    |
|---|----|
| INTRODUCTION .....  | 3  |
| NOS ACTIVITÉS .....   | 4  |
| NOTRE MISSION .....   | 4  |
| NOTRE STRATÉGIE .....   | 4  |
| OBJECTIFS FINANCIERS POUR LES EXERCICES 2023 À 2025 .....                                 | 6  |
| FAITS SAILLANTS .....   | 7  |
| FAITS SAILLANTS FINANCIERS .....  | 8  |
| MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR ET AUTRES MESURES<br>FINANCIÈRES .....         | 9  |
| TAUX DE CHANGE .....  | 12 |
| RÉSULTATS D'EXPLOITATION .....  | 13 |
| RÉSULTATS TRIMESTRIELS .....  | 18 |
| RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE .....  | 18 |
| ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE .....   | 20 |
| LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL .....   | 23 |
| RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ACTIONS ET LES OPTIONS D'ACHAT<br>D'ACTIONS .....           | 26 |
| DIVIDENDES .....  | 26 |
| ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS .....   | 26 |
| ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE .....   | 27 |
| RISQUES ET INCERTITUDES .....   | 27 |
| INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES .....                                       | 34 |
| CONVENTIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES ET ESTIMATIONS COMPTABLES<br>CRITIQUES .....        | 34 |
| CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION .....                           | 35 |
| CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE .....                              | 35 |
| CHANGEMENTS CONCERNANT LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE<br>L'INFORMATION FINANCIÈRE ..... | 36 |

## INTRODUCTION

Le présent document constitue le rapport de gestion de Stella-Jones Inc. Dans le présent rapport de gestion, les termes « la Société » et « Stella-Jones » sont utilisés pour désigner Stella-Jones Inc. et ses filiales, à titre individuel ou collectif.

Le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés audités de la Société ont été examinés par le comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration le 26 février 2025. Le rapport de gestion passe en revue les développements importants et la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société au 31 décembre 2024 et pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Le rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023 et les notes y afférentes.

Le présent rapport de gestion contient des déclarations de nature prospective. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « voudraient », « hypothèses », « plan », « stratégie », « croire », « anticiper », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « objectif », l'emploi du futur et du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables, visent à dénoter des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives englobent, sans s'y limiter, les prévisions financières et d'autres déclarations présentées aux rubriques intitulées « Notre Stratégie » et « Objectifs financiers pour les exercices 2023 à 2025 » ci-après, qui sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société, ainsi que les attentes et les plans actuels de la direction (et pourraient ne pas convenir à d'autres fins). Ces déclarations sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et comportent des risques et incertitudes, connus et inconnus, susceptibles de faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent considérablement de ceux présentés explicitement ou implicitement dans ces déclarations de nature prospective. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, le contexte politique général, la conjoncture économique et la situation des marchés, l'évolution de la demande des clients pour les produits et services de la Société, les prix de vente des produits, la disponibilité et le coût des matières premières, les perturbations des activités d'exploitation, les changements climatiques, l'incapacité à recruter et à retenir du personnel qualifié, les brèches de sécurité informatique ou autres menaces de cybersécurité, les fluctuations des taux de change des devises, la capacité de la Société à se procurer des capitaux, la conformité réglementaire et environnementale, ainsi que les facteurs et hypothèses auxquels on réfère dans le présent document ainsi que dans les documents d'information continue déposés par la Société. La direction de la Société décline toute responsabilité de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prospective afin de refléter de nouvelles informations, des événements futurs ou d'autres changements survenant après la date des présentes, à moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Les états financiers consolidés audités de la Société sont présentés en dollars canadiens et sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« normes comptables IFRS »). À moins d'indication contraire, tous les montants mentionnés dans le présent rapport sont en dollars canadiens.

Le présent rapport de gestion contient également des mesures financières non conformes aux PCGR, des ratios non conformes aux PCGR ainsi que d'autres mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les normes comptables IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures et des ratios du même type présentés par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR, les ratios non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires, notamment la notice annuelle, les rapports trimestriels et annuels de la Société, ainsi que des documents additionnels en visitant le site Web de SEDAR+ au [www.sedarplus.ca](http://www.sedarplus.ca). Les communiqués de presse et d'autres renseignements sont également disponibles à la section Investisseurs du site Web de la Société au [www.stella-jones.com](http://www.stella-jones.com).

## **NOS ACTIVITÉS**

Stella-Jones est un chef de file nord-américain dans la fabrication de produits, axé sur le soutien aux infrastructures essentielles qui assurent la distribution et le transport d'électricité ainsi que l'exploitation et l'entretien des systèmes de transport ferroviaire. La Société fournit des poteaux en bois traité aux grandes sociétés de services publics d'électricité du continent, ainsi que des traverses de chemin de fer et des poutres en bois traité aux exploitants nord-américains de chemin de fer de catégorie 1, de courtes lignes et de voies ferrées commerciales. La Société soutient aussi les infrastructures avec des produits industriels, notamment du bois d'œuvre pour les ponts ferroviaires, les passages à niveau et la construction, des pilotis pour constructions maritimes, des pieux pour fondations et des produits à base de goudron de houille. La Société se consacre également à la fabrication de bois d'œuvre traité de première qualité et d'accessoires à usage résidentiel qu'elle distribue auprès de détaillants canadiens et américains en vue d'applications extérieures. Une part importante de ce secteur d'activité consiste à desservir une clientèle canadienne par l'entremise de son réseau national de fabrication et de distribution.

La croissance interne et les acquisitions stratégiques réalisées par la Société lui ont permis d'étendre son réseau nord-américain en élargissant son offre de produits et sa capacité de production, de renforcer la solidité et la fiabilité de son approvisionnement en matières premières et d'améliorer la qualité des services offerts aux clients. Cette stratégie a contribué au développement de relations étroites et durables avec la clientèle partout en Amérique du Nord et a élargi l'accès à des fournisseurs clés. Elle a également permis à la Société de renforcer davantage la vaste expertise de son équipe de gestionnaires chevronnés dans l'ensemble des divisions d'un bout à l'autre de l'Amérique du Nord.

La capacité démontrée de Stella-Jones à livrer des résultats robustes sert d'assise à la génération de flux de trésorerie solides qui permettent à la Société de réinvestir continuellement dans son réseau et de remettre du capital aux actionnaires par le biais d'augmentations constantes des dividendes et de rachats d'actions.

En date du 31 décembre 2024, la Société exploitait 44 usines de traitement du bois et une distillerie de goudron de houille et ses effectifs s'élevaient à plus de 3 000 employés. Les installations de la Société sont réparties à travers le Canada et les États-Unis et sont complétées par un vaste réseau d'approvisionnement et de distribution.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : SJ).

## **NOTRE MISSION**

Stella-Jones vise à être le chef de file au chapitre de la performance dans les secteurs d'activité où elle est présente, en plus d'être un citoyen corporatif exemplaire, qui agit avec intégrité et respecte des normes rigoureuses en matière de considérations environnementales, sociales et de gouvernance.

Stella-Jones s'est engagée à fournir à ses employés un milieu de travail sécuritaire, respectueux de l'individu, inclusif et stimulant et également à récompenser la recherche de solutions, l'esprit d'initiative et la poursuite d'un rendement toujours meilleur.

C'est en priorisant la satisfaction de la clientèle, les pratiques de travail innovantes et l'optimisation de ses ressources ainsi qu'en investissant dans ses effectifs au moyen de la formation et du développement qui favoriseront l'avancement professionnel dans l'ensemble de l'organisation que Stella-Jones entend atteindre ces objectifs.

## **NOTRE STRATÉGIE**

La stratégie de Stella-Jones vise à soutenir sa position de chef de file dans ses principales catégories de produits et dans ses marchés clés, grâce à la croissance interne, l'efficacité de son réseau, l'innovation et la réalisation d'acquisitions rentables. La Société demeure à l'affût d'opportunités liées aux infrastructures ainsi que d'autres occasions stratégiques afin de tirer parti de son vaste réseau, de sa clientèle bien établie, de son

approvisionnement en fibre et de ses nombreux avantages concurrentiels, et qui contribueront également à sa capacité à générer des flux de trésorerie soutenus.

La Société intègre les considérations environnementales, sociales et de gouvernance dans ses décisions d'affaires quotidiennes et ses stratégies, reconnaissant que la prise en compte de ces facteurs la rendra plus résiliente, agile et durable.

### Gestion du capital

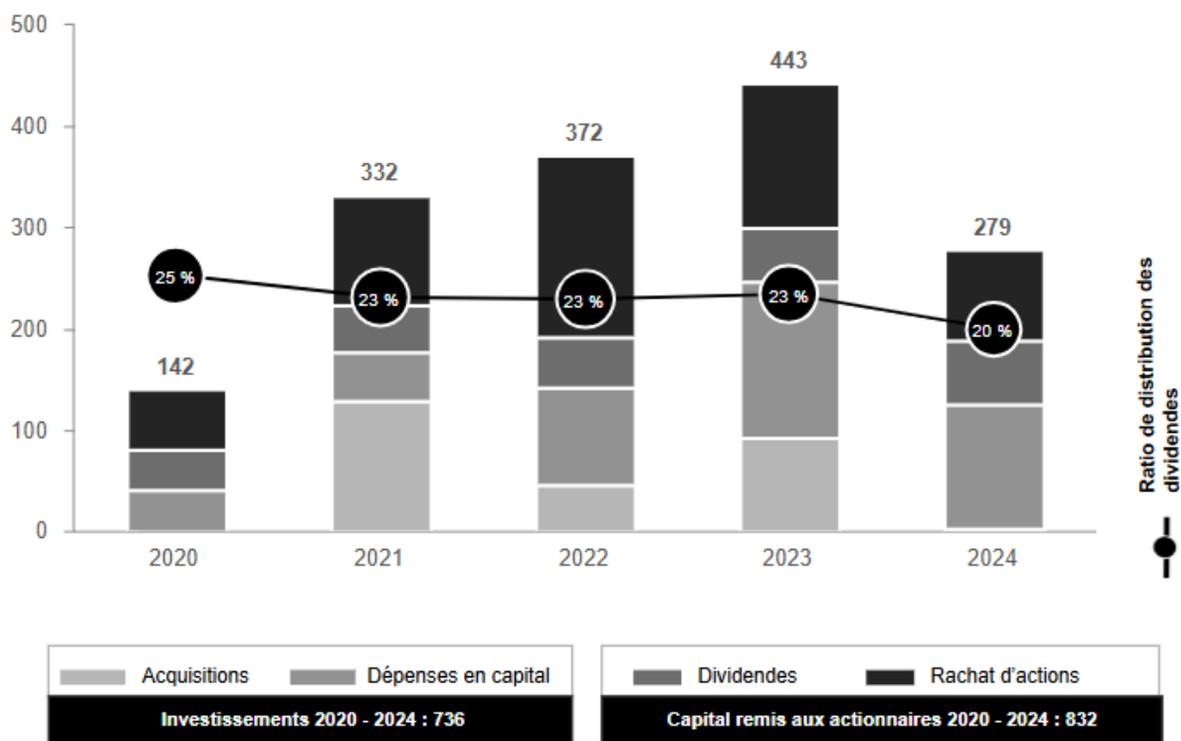
La stratégie d'affectation des capitaux de la Société met à profit la robustesse de ses flux de trésorerie générés de manière constante tout en améliorant sa stabilité à long terme ainsi que la création de valeur pour les actionnaires. Afin de maintenir la solidité et la flexibilité financières de la Société, les capitaux sont affectés de manière disciplinée en conservant un équilibre entre les investissements pour soutenir la croissance et la remise de capital aux actionnaires.

La stratégie actuelle de la Société consiste à :

- Investir de 75 à 85 millions \$ annuellement dans les dépenses en immobilisations afin de maintenir la qualité et la fiabilité de ses actifs, d'assurer la sécurité de ses employés, d'améliorer la productivité et de poursuivre des initiatives environnementales et de développement durable;
- Réaliser des acquisitions rentables liées aux infrastructures qui renforceront le positionnement stratégique de la Société et contribueront à la croissance des résultats dans le futur;
- Maintenir le versement durable de dividendes, avec comme objectif un niveau correspondant à une fourchette de 20 % à 30 % du résultat par action déclaré du précédent exercice; et
- Remettre aux actionnaires l'excédent de capital par le biais de rachats d'actions.

Dans le cadre de sa stratégie d'affectation des capitaux, Stella-Jones cherche à maintenir un ratio de la dette nette sur le BAIIA entre 2,0 x et 2,5 x, bien que la Société puisse dévier de cette cible pour réaliser des acquisitions, saisir d'autres opportunités stratégiques, et/ou financer ses besoins saisonniers en fonds de roulement.

L'affectation des capitaux de la Société depuis 2020 se résume comme suit :  
(en millions \$, à l'exception des %)



## OBJECTIFS FINANCIERS POUR LES EXERCICES 2023 À 2025

Le tableau qui suit présente un résumé des objectifs financiers de la Société pour les exercices 2023 à 2025 :

| <i>(en millions \$, sauf les pourcentages et les ratios)</i> | <b>Objectifs 2023-2025</b> |
|--|----------------------------|
| Ventes   | env. 3 600 \$              |
| Marge du BAIIA <sup>1</sup>                                  | > 17 %                     |
| Remise de capital aux actionnaires : cumulatif               | > 500 \$                   |
| Ratio de la dette nette sur le BAIIA <sup>1</sup>            | 2,0 x à 2,5 x              |

Hormis les futures acquisitions potentielles, les ventes totales devraient se chiffrer à environ 3,6 milliards \$ d'ici le 31 décembre 2025, ce qui représente un taux de croissance annuel composé (« TCAC ») de 5,5 % pour la période allant de 2023 à 2025. Les sociétés de services publics prévoient toujours des hausses notables des investissements dans leurs infrastructures. Les contrats de vente à plus long terme obtenus auprès de clients existants ainsi que de nouveaux clients renforcent la confiance de la Société à l'égard du caractère durable de la croissance des ventes à un chiffre au milieu de la fourchette pour cette catégorie de produits. De plus, compte tenu de la stabilité observée au chapitre de la demande de traverses de chemin de fer générée par l'entretien, la Société demeure confiante en sa capacité à livrer au minimum une croissance à un chiffre dans le bas de la fourchette pour cette catégorie de produits. En ce qui a trait au bois d'œuvre résidentiel, la Société prévoit que les ventes se maintiendront à l'intérieur de la fourchette cible de 600 à 650 millions \$, ce qui représente moins de 20 % des ventes totales.

Depuis 2023, la Société a enregistré une amélioration importante de la marge du BAIIA<sup>1</sup>. Elle a dégagé une marge du BAIIA<sup>1</sup> de 18,3 % en 2023 et de 18,2 % en 2024 et s'attend à dégager une marge de plus de 17 % en 2025. Cela reflète un TCAC du BAIIA de 11 % pour la période s'échelonnant de 2023 à 2025.

La Société prévoit de remettre plus de 500 millions \$ aux actionnaires sous forme de dividendes et de rachats d'actions au cours de la période s'échelonnant de 2023 à 2025. Au 31 décembre 2024, la Société avait remis aux actionnaires 348 millions \$ sur son engagement de 500 millions \$.

La Société compte maintenir son ratio de la dette nette sur le BAIIA<sup>1</sup> dans une fourchette de 2,0 x à 2,5 x, mais pourrait dévier de cette cible d'endettement pour réaliser des acquisitions et saisir d'autres occasions stratégiques, ou encore pour financer ses besoins saisonniers en fonds de roulement. Au 31 décembre 2024, le ratio de la dette nette sur le BAIIA<sup>1</sup> de la Société s'élevait à un niveau légèrement supérieur à la fourchette cible, à 2,6 x, l'appréciation du taux de clôture du dollar américain par rapport au dollar canadien ayant entraîné une hausse de la valeur de la dette nette de la Société libellée en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

La Société a supposé que le dollar canadien se négociera, en moyenne, à 1,36 \$ CA pour 1,00 \$ US en 2025.

<sup>1</sup> Les termes indiqués n'ont pas de sens normalisé prescrit par les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

## FAITS SAILLANTS

### Aperçu général de 2024

Les ventes ont progressé de 5 % pour atteindre 3 469 millions \$ en 2024, comparativement aux ventes de 3 319 millions \$ réalisées lors du précédent exercice. Si on exclut l'apport de l'acquisition des actifs de Baldwin Pole and Piling Company, Inc., Baldwin Pole Mississippi, LLC et Baldwin Pole & Piling, Iowa Corporation en juillet 2023 (collectivement, « Baldwin ») ainsi que l'effet positif de la conversion des devises, les ventes ont enregistré une hausse de 89 millions \$, soit 3 %. L'augmentation est attribuable à une croissance interne<sup>1</sup> de 6 % des ventes générées par les activités d'infrastructures de la Société, à savoir les poteaux destinés aux sociétés de services publics, les traverses de chemin de fer et les produits industriels, en partie contrebalancée par un recul des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que de billots et de bois d'œuvre, par rapport à 2023. Les ventes liées aux infrastructures ont profité d'ajustements favorables des prix de vente dans l'ensemble des catégories de produits et d'un accroissement des volumes de traverses de chemin de fer, mais ont été atténuées par un ralentissement du rythme des achats effectués par les sociétés de services publics et par le report de la réalisation de certains de leurs projets. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont diminué en raison d'une baisse de la demande des consommateurs par rapport à l'exercice précédent, mais se sont maintenues dans la fourchette cible pour cette catégorie de produits, pour s'établir à 614 millions \$.

Bien que le résultat d'exploitation soit resté relativement inchangé par rapport à l'exercice précédent, le BAIIA<sup>1</sup> a augmenté pour s'établir à 633 millions \$ en 2024, comparativement à un BAIIA de 608 millions \$ en 2023 en raison principalement de la croissance des ventes des catégories de produits d'infrastructures. La marge du BAIIA<sup>1</sup> est demeurée élevée à 18,2 % en 2024, soit un niveau semblable à la marge de 18,3 % dégagée en 2023.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, Stella-Jones a utilisé les liquidités générées par ses activités d'exploitation de 408 millions \$ pour investir dans son réseau en plus de remettre 153 millions \$ aux actionnaires, sous forme de dividendes et de rachat d'actions. En 2024, la Société a investi un montant net de 88 millions \$ pour maintenir la qualité de ses actifs et accroître sa productivité, de même que 34 millions \$ pour compléter ses investissements en soutien à la croissance de ses activités de poteaux destinés aux sociétés de services publics. Pour la période allant de 2022 à 2024, environ 130 millions \$ de dépenses en immobilisations ont été investies pour soutenir sa croissance. Le dividende versé en 2024 s'est élevé à 1,12 \$ par action, ce qui représente une hausse de 22 % par rapport à 2023.

Au 31 décembre 2024, la situation financière de la Société demeurait solide. La Société avait des liquidités disponibles de 802 millions \$ et son ratio de la dette nette sur le BAIIA<sup>1</sup> s'établissait à 2,6 x, l'appréciation du taux de clôture du dollar américain par rapport au dollar canadien ayant entraîné une augmentation de la valeur de la dette nette de la Société libellée en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

---

<sup>1</sup> Les termes indiqués n'ont pas de sens normalisé prescrit par les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

## FAITS SAILLANTS FINANCIERS

| Indicateurs clés choisis<br>(en millions \$, sauf les ratios et les données par action) | 2024     | 2023     | 2022     |
|---|----------|----------|----------|
| <b>Résultats d'exploitation</b>   |          |          |          |
| Ventes  | 3 469    | 3 319    | 3 065    |
| Bénéfice brut <sup>1</sup>  | 724      | 688      | 524      |
| Marge du bénéfice brut <sup>1</sup>   | 20,9 %   | 20,7 %   | 17,1 %   |
| Résultat d'exploitation   | 503      | 499      | 359      |
| Marge d'exploitation <sup>1</sup>   | 14,5 %   | 15,0 %   | 11,7 %   |
| BAIIA <sup>1</sup>  | 633      | 608      | 448      |
| Marge du BAIIA <sup>1</sup>   | 18,2 %   | 18,3 %   | 14,6 %   |
| Résultat net  | 319      | 326      | 241      |
| Résultat par action (« RPA ») – de base et dilué  | 5,66     | 5,62     | 3,93     |
| <b>Flux de trésorerie liés aux</b>  |          |          |          |
| Activités d'exploitation  | 408      | 107      | 255      |
| Activités de financement  | (221)    | 151      | (101)    |
| Activités d'investissement  | (137)    | (258)    | (154)    |
| <b>Situation financière</b>   |          |          |          |
| Stocks  | 1 759    | 1 580    | 1 238    |
| Actif total   | 4 103    | 3 708    | 3 073    |
| Dettes à long terme <sup>2</sup>  | 1 380    | 1 316    | 941      |
| Obligations locatives <sup>2</sup>  | 323      | 294      | 167      |
| Total du passif non courant   | 1 876    | 1 672    | 1 257    |
| Capitaux propres  | 1 941    | 1 652    | 1 557    |
| <b>Autres données</b>   |          |          |          |
| Rendement sur les capitaux propres moyens <sup>1</sup>                                  | 17,8 %   | 20,3 %   | 16,0 %   |
| Rendement du capital moyen utilisé <sup>1</sup>   | 13,7 %   | 15,8 %   | 13,4 %   |
| Dividendes déclarés par action  | 1,12     | 0,92     | 0,80     |
| Ratio du fonds de roulement <sup>1</sup>  | 7,48     | 5,07     | 6,11     |
| Dettes nettes sur la capitalisation totale <sup>1</sup>                                 | 0,46 : 1 | 0,49 : 1 | 0,42 : 1 |
| Dettes nettes sur le BAIIA <sup>1</sup>   | 2,6 x    | 2,6 x    | 2,5 x    |

<sup>1</sup> Ces termes désignés n'ont pas de sens normalisé prescrit par les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

<sup>2</sup> Incluant la partie courante.

## MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Cette rubrique présente des informations requises par le Règlement 52-112 – Information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières à l'égard de « mesures financières déterminées » (telles qu'elles sont définies dans le Règlement).

Les mesures financières non conformes aux PCGR, les ratios non conformes aux PCGR et autres mesures financières décrits ci-après n'ont pas de sens normalisé prescrit par les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. La méthode utilisée par la Société pour calculer ces mesures peut différer de celles utilisées par d'autres et, par conséquent, la définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle de mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. De plus, les mesures financières non conformes aux PCGR, les ratios non conformes aux PCGR et autres mesures financières ne doivent pas être considérés comme substitut aux informations financières établies conformément aux PCGR.

Les mesures financières non conformes aux PCGR comprennent :

- **La croissance interne des ventes** : les ventes d'une période donnée par rapport aux ventes de la période comparative, excluant l'impact des acquisitions et des fluctuations des taux de change
- **Le bénéfice brut** : les ventes moins le coût des ventes
- **Le BAIIA** : le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre du droit d'utilisation et des immobilisations incorporelles (aussi appelé le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement)
- **Le capital utilisé** : l'actif total, excluant la trésorerie et les équivalents de trésorerie, moins le passif courant ne portant pas intérêt
- **Le capital moyen utilisé** : la moyenne sur 12 mois du solde du capital utilisé au début de la période de 12 mois et des soldes du capital utilisé à la fin de chaque trimestre pendant le reste de la période de 12 mois
- **La dette nette** : la somme de la dette à long terme et des obligations locatives (y compris la partie courante) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie

Les ratios non conformes aux PCGR comprennent :

- **Le pourcentage de croissance interne des ventes** : la croissance interne des ventes divisée par les ventes de la période correspondante
- **La marge du bénéfice brut** : le bénéfice brut divisé par les ventes de la période correspondante
- **La marge du BAIIA** : le BAIIA divisé par les ventes de la période correspondante
- **Le rendement du capital moyen utilisé (« RCU »)** : le résultat d'exploitation des 12 derniers mois (« DDM ») divisé par le capital moyen utilisé
- **La dette nette sur la capitalisation totale** : la dette nette divisée par la somme de la dette nette et des capitaux propres
- **La dette nette sur le BAIIA** : la dette nette divisée par le BAIIA des DDM

Les autres mesures financières comprennent :

- **La marge d'exploitation** : le résultat d'exploitation divisé par les ventes de la période correspondante
- **Le rendement sur les capitaux propres moyens** : le résultat net des DDM divisé par les capitaux propres moyens (moyenne du début et de la fin de la période de 12 mois)
- **Le ratio du fonds de roulement** : l'actif courant divisé par le passif courant

La direction considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières déterminées constituent de l'information utile pour les investisseurs avertis relativement à la situation financière, aux résultats d'exploitation et aux flux de trésorerie de la Société puisqu'elles fournissent des mesures additionnelles de sa performance. La direction utilise des mesures financières non conformes aux PCGR, des ratios financiers non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières pour faciliter la comparaison de sa performance opérationnelle et financière d'une période à l'autre, établir les budgets annuels, évaluer la capacité de la Société à assumer le service de la dette, à effectuer les dépenses en

immobilisations nécessaires et à combler ses besoins en fonds de roulement dans le futur, ainsi que pour évaluer le rendement de la haute direction. Plus précisément :

- **Croissance interne des ventes et pourcentage de croissance interne des ventes** : La Société utilise ces mesures pour analyser le niveau d'activité en excluant l'incidence des acquisitions et des fluctuations des taux de change, afin de faciliter les comparaisons d'une période à l'autre. La direction estime que ces mesures sont utilisées par les investisseurs et les analystes pour évaluer la performance de la Société.
- **Bénéfice brut et marge du bénéfice brut** : La Société utilise ces mesures financières pour évaluer son rendement opérationnel continu.
- **BAIIA et marge du BAIIA** : La Société considère que ces mesures constituent de l'information utile pour les investisseurs puisqu'il s'agit de mesures communes dans l'industrie, utilisées par les investisseurs et les analystes pour mesurer la capacité d'une société à assumer le service de la dette et à respecter ses autres obligations de paiement, ou comme une mesure d'évaluation commune. Ces mesures constituent également des indicateurs clés du rendement opérationnel et financier de la Société et sont utilisées pour évaluer la performance de la haute direction.
- **Capital moyen utilisé** : La Société utilise le capital moyen utilisé pour évaluer et suivre les montants de ses investissements dans ses activités.
- **RCU** : La Société utilise le RCU comme un indicateur de rendement pour mesurer l'efficacité de son capital investi et pour évaluer la performance de la haute direction.
- **Dette nette, dette nette sur le BAIIA et dette nette sur la capitalisation totale** : La Société estime que ces mesures sont des indicateurs de l'effet de levier financier de la Société.

Les tableaux qui suivent présentent les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus comparables des PCGR.

| Rapprochement du résultat d'exploitation avec le BAIIA<br>(en millions \$) | Périodes de trois mois closes les 31 décembre |            | Exercices clos les 31 décembre |            |            |
|--|---|------------|--------------------------------|------------|------------|
|  | 2024  | 2023       | 2024                           | 2023       | 2022       |
| Résultat d'exploitation  | 81  | 89         | 503                            | 499        | 359        |
| Dotation aux amortissements  | 34  | 31         | 130                            | 109        | 89         |
| <b>BAIIA</b>   | <b>115</b>                                    | <b>120</b> | <b>633</b>                     | <b>608</b> | <b>448</b> |

| Rapprochement du capital moyen utilisé<br>(en millions \$) | Exercices clos les 31 décembre |               |               |
|--|--------------------------------|---------------|---------------|
|  | 2024                           | 2023          | 2022          |
| Actif total moyen  | 3 940                          | 3 407         | 2 885         |
| Moins :  |                                |               |               |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie moyens             | 10                             | —             | —             |
| Passif courant moyen                                       | 328                            | 376           | 254           |
| Plus :   |                                |               |               |
| Partie courante moyenne des obligations locatives          | 58                             | 46            | 38            |
| Partie courante moyenne de la dette à long terme           | 21                             | 82            | 7             |
| <b>Capital moyen utilisé</b>                               | <b>3 681</b>                   | <b>3 159</b>  | <b>2 676</b>  |
| Résultat d'exploitation (DDM)                              | 503                            | 499           | 359           |
| <b>RCU</b>   | <b>13,7 %</b>                  | <b>15,8 %</b> | <b>13,4 %</b> |

| Rapprochement de la dette à long terme avec la dette nette<br>(en millions \$) | Exercices clos les 31 décembre |              |              |
|--|--------------------------------|--------------|--------------|
|  | 2024                           | 2023         | 2022         |
| Dette à long terme incluant la partie courante                                 | 1 380                          | 1 316        | 941          |
| Plus :   |                                |              |              |
| Obligations locatives incluant la partie courante                              | 323                            | 294          | 167          |
| Moins :  |                                |              |              |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie  | 50                             | —            | —            |
| <b>Dette nette</b>   | <b>1 653</b>                   | <b>1 610</b> | <b>1 108</b> |
| BAIIA (DDM)  | 633                            | 608          | 448          |
| <b>Dette nette sur le BAIIA</b>  | <b>2,6 x</b>                   | <b>2,6 x</b> | <b>2,5 x</b> |

## TAUX DE CHANGE

Le tableau qui suit présente les taux de change moyens et de clôture applicables aux trimestres de Stella-Jones pour les exercices 2024 et 2023. Les taux moyens sont utilisés pour convertir les ventes et les dépenses des périodes visées, tandis que les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs des établissements étrangers ainsi que les actifs et passifs monétaires des opérations canadiennes libellés en dollars américains.

| Taux \$ US/\$ CA    | 2024  |         | 2023  |         |
|---------------------|-------|---------|-------|---------|
|                     | Moyen | Clôture | Moyen | Clôture |
| Premier trimestre   | 1,35  | 1,36    | 1,35  | 1,35    |
| Deuxième trimestre  | 1,37  | 1,37    | 1,34  | 1,32    |
| Troisième trimestre | 1,36  | 1,35    | 1,34  | 1,35    |
| Quatrième trimestre | 1,40  | 1,44    | 1,36  | 1,32    |
| Exercice            | 1,37  | 1,44    | 1,35  | 1,32    |

- Taux moyen : L'appréciation de la valeur du dollar américain, par rapport au dollar canadien, au cours de l'exercice 2024, comparativement à l'exercice 2023, a eu un impact positif sur les ventes et une incidence négative sur le coût des ventes.
- Taux de clôture : L'appréciation de la valeur du dollar américain, par rapport au dollar canadien, au 31 décembre 2024, comparativement au 31 décembre 2023, a entraîné une hausse de la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

# RÉSULTATS D'EXPLOITATION

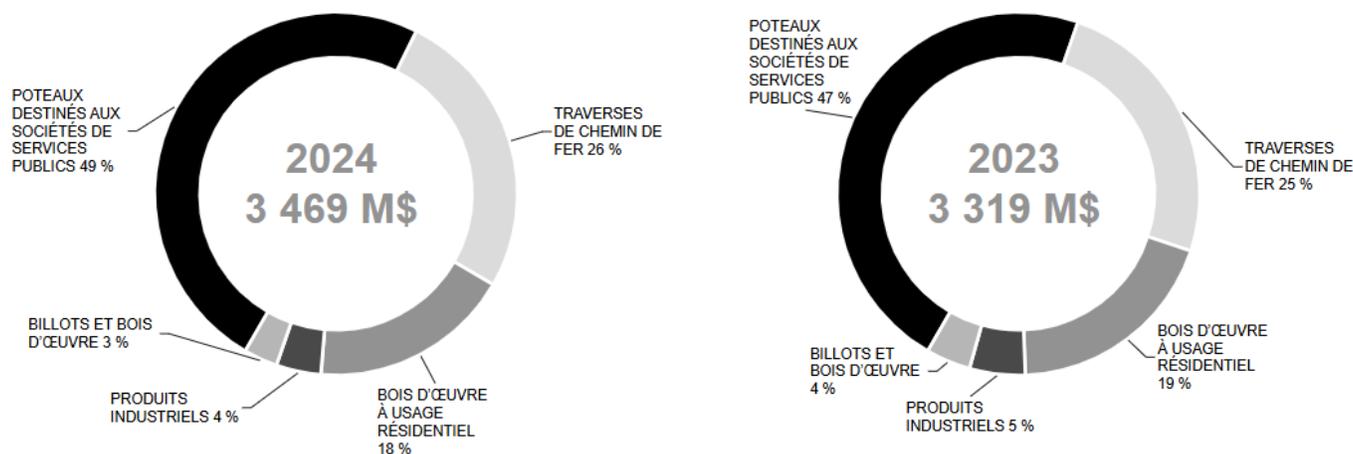
## Ventes

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les ventes ont atteint 3 469 millions \$, en hausse de 150 millions \$ par rapport aux ventes de 3 319 millions \$ réalisées en 2023. Si on exclut l'apport de l'acquisition des actifs de Baldwin de 25 millions \$ ainsi que l'effet de conversion des devises de 36 millions \$, les ventes de bois traité sous pression ont progressé 110 millions \$, soit 3 %. Les ventes internes générées par les activités d'infrastructures ont augmenté de 144 millions \$, soit 6 %, tandis que les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont reculé de 34 millions \$. Des prix de vente avantageux dans l'ensemble des catégories de produits d'infrastructures et la hausse des volumes de traverses de chemin de fer ont été en partie contrebalancés par une baisse des volumes de poteaux destinés aux sociétés de services publics et de bois d'œuvre à usage résidentiel. Le recul des ventes de billots et de bois d'œuvre par rapport à l'an dernier est en grande partie attribuable à une diminution des ventes de billots.

| Ventes<br>(en millions \$, sauf les pourcentages) | Poteaux destinés aux sociétés de services publics | Traverses de chemin de fer | Bois d'œuvre à usage résidentiel | Produits industriels | Total du bois traité sous pression | Billots et bois d'œuvre | Ventes consolidées |
|---|---|----------------------------|----------------------------------|----------------------|------------------------------------|-------------------------|--------------------|
| <b>2023</b>                                       | <b>1 571</b>                                      | <b>828</b>                 | <b>645</b>                       | <b>148</b>           | <b>3 192</b>                       | <b>127</b>              | <b>3 319</b>       |
| Acquisitions                                      | 25  | —                          | —                                | —                    | 25                                 | —                       | 25                 |
| Incidence des taux de change                      | 21  | 11                         | 3                                | 1                    | 36                                 | —                       | 36                 |
| Croissance interne                                | 88  | 51                         | (34)                             | 5                    | 110                                | (21)                    | 89                 |
| <b>2024</b>                                       | <b>1 705</b>                                      | <b>890</b>                 | <b>614</b>                       | <b>154</b>           | <b>3 363</b>                       | <b>106</b>              | <b>3 469</b>       |
| Croissance interne %                              | 6 %   | 6 %                        | (5 %)                            | 3 %                  | 3 %                                | (17 %)                  | 3 %                |

## Répartition des ventes par catégorie de produits

(% des ventes)

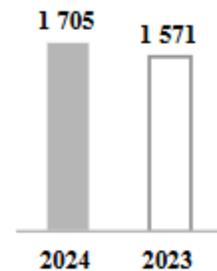


## Poteaux destinés aux sociétés de services publics

### VENTES DE POTEAUX DESTINÉS AUX SOCIÉTÉS DE SERVICES PUBLICS

(en millions \$)

Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont augmenté pour atteindre 1 705 millions \$ en 2024, comparativement aux ventes de 1 571 millions \$ réalisées en 2023. Si on exclut l'apport de l'acquisition des actifs de Baldwin en juillet 2023 ainsi que l'effet de conversion des devises, les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont augmenté de 88 millions \$, soit 6 %, grâce à des ajustements des prix de vente visant à couvrir les hausses de coûts. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par une baisse des volumes par rapport à l'exercice précédent. Des engagements pluriannuels supplémentaires ont été obtenus auprès de clients actuels et nouveaux, mais les volumes ont été touchés par le ralentissement du rythme des achats et par le report de la réalisation de certains projets de sociétés de services publics, largement influencés par des facteurs économiques, notamment l'inflation et les contraintes de chaîne d'approvisionnement des sociétés de services publics, de même que par le calendrier du financement des sociétés de services publics basé sur les tarifs. Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont représenté 49 % des ventes totales de la Société en 2024.

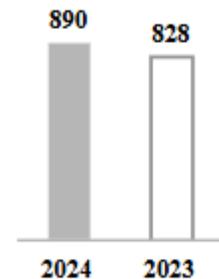


## Traverses de chemin de fer

### VENTES DE TRAVERSES DE CHEMIN DE FER

(en millions \$)

Les ventes de traverses de chemin de fer se sont élevées à 890 millions \$ en 2024, comparativement à des ventes de 828 millions \$ en 2023. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de traverses de chemin de fer ont progressé de 51 millions \$, soit 6 %. La progression est attribuable à un accroissement des volumes, principalement auprès des clients autres que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1 en raison de la reconstitution des stocks de traverses de chemin de fer, de même qu'à une amélioration des prix de vente par rapport au précédent exercice. Les ventes de traverses de chemin de fer ont représenté 26 % des ventes totales de la Société en 2024.

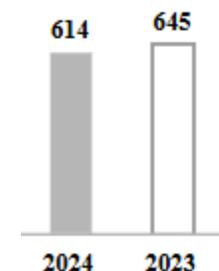


## Bois d'œuvre à usage résidentiel

### VENTES DE BOIS D'ŒUVRE À USAGE RÉSIDENTIEL

(en millions \$)

Les ventes ont diminué pour s'établir à 614 millions \$ en 2024, soit dans le bas de la fourchette cible de 600 à 650 millions \$ de la Société pour la catégorie de bois d'œuvre à usage résidentiel, comparativement à des ventes de 645 millions \$ en 2023. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont fléchi de 34 millions \$, soit 5 %. Ce recul s'explique par une baisse des volumes de vente découlant de l'affaiblissement de la demande des consommateurs. Le prix moyen du bois d'œuvre sur le marché est resté relativement stable en 2024, par rapport à 2023. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont représenté 18 % des ventes totales de la Société en 2024.

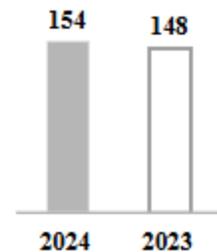


## Produits industriels

Les ventes de produits industriels se sont chiffrées à 154 millions \$ en 2024, comparativement à des ventes de 148 millions \$ en 2023. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de produits industriels ont augmenté de cinq millions \$, soit 3 %, en raison principalement d'une hausse des ventes de produits destinés aux ponts ferroviaires et aux passages à niveau. Les ventes de produits industriels ont représenté 4 % des ventes totales de la Société en 2024.

## VENTES DE PRODUITS INDUSTRIELS

(en millions \$)

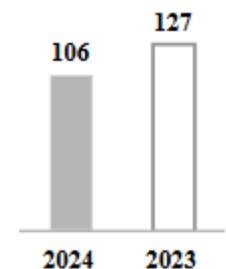


## Billots et bois d'œuvre

Les ventes dans la catégorie des billots et du bois d'œuvre se sont élevées à 106 millions \$ en 2024, en baisse par rapport à celles de 127 millions \$ effectuées en 2023. Dans le cadre de ses activités d'approvisionnement en billots pour ses poteaux destinés aux sociétés de services publics et de bois d'œuvre pour son programme de bois d'œuvre à usage résidentiel, des billots inadéquats pour être utilisés comme poteaux destinés aux sociétés de services publics ainsi que du bois d'œuvre excédentaire sont obtenus et revendus. Le recul des ventes s'explique par une baisse des activités de billots. Les ventes de billots et de bois d'œuvre ont représenté 3 % des ventes totales de la Société en 2024.

## VENTES DE BILLOTS ET BOIS D'ŒUVRE

(en millions \$)



## Répartition géographique des ventes

Les ventes réalisées aux États-Unis se sont élevées à 2 515 millions \$, soit 72 % des ventes en 2024, ce qui représente une augmentation de 59 millions \$, ou 2 %, par rapport aux ventes de 2 456 \$ million en 2023. La progression est attribuable à des hausses des prix de vente, surtout pour les poteaux destinés aux sociétés de services publics, à l'appréciation de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien comparativement à 2023, ainsi qu'à l'apport de l'acquisition des actifs de Baldwin, en partie contrebalancés par une baisse des volumes pour l'ensemble des catégories de produits, à l'exception des traverses de chemin de fer.

Les ventes effectuées au Canada se sont chiffrées à 954 millions \$, soit 28 % des ventes en 2024, en hausse de 91 millions \$, ou 11 %, par rapport aux ventes de 863 millions \$ effectuées en 2023. L'augmentation est attribuable à des hausses des prix de vente et des volumes pour les poteaux destinés aux sociétés de services publics et les traverses de chemin de fer, en partie contrebalancées par un recul des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que de billots et de bois d'œuvre.

## Coût des ventes

Le coût des ventes, incluant l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre du droit d'utilisation et des immobilisations incorporelles, s'est établi à 2 745 millions \$, soit 79,1 % des ventes, comparativement à un coût des ventes de 2 631 millions \$, ou 79,3 % des ventes, en 2023. L'augmentation en dollars absolus s'explique par une hausse des coûts des intrants et à un accroissement des volumes des ventes de traverses de chemin de fer, en partie contrebalancés par une diminution des volumes de poteaux destinés aux sociétés de services publics, de bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que de billots et de bois d'œuvre. Le coût des ventes supplémentaire attribuable à l'acquisition de Baldwin et l'appréciation du dollar américain ont également contribué à la hausse du coût des ventes par rapport à 2023.

La dotation aux amortissements totale s'est élevée à 130 millions \$ en 2024, dont 115 millions \$ ont été comptabilisés dans le coût des ventes, comparativement à une dotation aux amortissements totale de 109 millions \$ en 2023, dont 94 millions \$ avaient été comptabilisés dans le coût des ventes. L'augmentation s'explique en grande partie par l'amortissement d'actifs au titre du droit d'utilisation et de projets d'immobilisations en 2023 et 2024.

### **Bénéfice brut**

Le bénéfice brut s'est chiffré à 724 millions \$ en 2024, contre 688 millions \$ en 2023, qui représente des marges respectives de 20,9 % et 20,7 %. L'augmentation du bénéfice brut en dollars absolus est essentiellement attribuable à des ajustements favorables des prix de vente pour couvrir la hausse des coûts dans les catégories de produits d'infrastructures de la Société ainsi qu'à une hausse des volumes de traverses de chemin de fer, en partie contrebalancés par une baisse des volumes de vente de poteaux destinés aux sociétés de services publics et de bois d'œuvre à usage résidentiel. L'acquisition des actifs de Baldwin en 2023 ainsi que l'impact positif de la conversion des devises ont également contribué à l'augmentation du bénéfice brut pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

### **Frais de vente et d'administration**

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 206 millions \$ en 2024, comparativement à 181 millions \$ lors de l'exercice précédent, incluant une dotation aux amortissements de 15 millions \$ en 2024 et en 2023. L'augmentation des frais de vente et d'administration est principalement attribuable à une hausse de la charge de rémunération et une augmentation des honoraires de consultation, de même qu'à une hausse des coûts liés aux technologies de l'information. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration, excluant la dotation aux amortissements, ont représenté 5,5 % des ventes en 2024, contre 5,0 % en 2023.

### **Autres pertes, montant net**

Le montant net des autres pertes en 2024 est principalement constitué de provisions pour restauration de sites de 10 millions \$, liées essentiellement à deux installations, dont l'une a été endommagée par un incendie en 2023. Les pertes liées à la mise hors service d'équipements inutilisés de cinq millions \$ ont également été enregistrées dans le montant des autres pertes en 2024.

En 2023, la Société avait comptabilisé une dépréciation sans effet de trésorerie de neuf millions \$ pour ses installations de Silver Springs, au Nevada, endommagées par un incendie, et des coûts de nettoyage de deux millions \$, ainsi qu'un recouvrement d'assurance d'un montant correspondant. La Société avait également comptabilisé des provisions pour restauration de site et des frais de nettoyage environnementaux, déduction faite d'un recouvrement d'assurance, de six millions \$, liés en grande partie au déversement de produits de préservation à l'une de ses installations, et des pertes de deux millions \$ liées à la mise hors service d'équipements inutilisés.

### **Charges financières**

Les charges financières se sont élevées à 88 millions \$ en 2024, en hausse par rapport aux charges de 68 millions \$ engagées lors du précédent exercice. L'augmentation des charges financières est attribuable à un niveau d'endettement plus élevé, essentiellement pour soutenir la croissance de la Société. Le coût moyen d'emprunt pour l'exercice 2024 est resté relativement inchangé par rapport à 2023, alors qu'une hausse du coût d'emprunt dans la première moitié de l'exercice a été compensée par une baisse du taux d'emprunt dans la dernière partie de l'année, comparativement à 2023.

### **Résultat avant impôts et charge d'impôts**

Le résultat avant impôts s'est élevé à 415 millions \$, soit 12,0 % des ventes, en 2024 contre 431 millions \$, ou 13,0 % des ventes en 2023. La charge d'impôts sur le résultat a totalisé 96 millions \$ en 2024, comparativement à 105 millions \$ en 2023, ce qui représente un taux d'imposition effectif d'environ 23 % en

2024 et de 24 % lors du précédent exercice. La baisse du taux d'imposition effectif pour l'exercice 2024 est principalement attribuable à l'évolution de la provenance des bénéfices imposables générés par la Société au sein des différents territoires où elle exerce des activités.

### **Résultat net**

Le résultat net s'est chiffré à 319 millions \$ pour l'exercice 2024 contre un résultat net de 326 millions \$ en 2023. Le résultat par action est en hausse à 5,66 \$ en 2024, contre 5,62 \$ en 2023, en raison des rachats continus d'actions effectués par la Société dans le cadre des offres publiques de rachat dans le cours normal des activités.

## RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les ventes de la Société suivent une tendance saisonnière. Les expéditions de poteaux destinés aux sociétés de services publics, de traverses de chemin de fer et de produits industriels sont plus élevées au cours des deuxième et troisième trimestres afin d'approvisionner en produits les utilisateurs industriels pour leurs projets d'entretien estivaux. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel suivent une tendance saisonnière semblable. À l'automne et à l'hiver, on observe une diminution de l'activité; par conséquent, les premier et quatrième trimestres affichent généralement des niveaux de ventes relativement moins élevés. Le tableau qui suit présente certaines données financières choisies des huit derniers trimestres de la Société :

### 2024

| Pour les trimestres clos les<br>(en millions \$, sauf le RPA) | 31 mars | 30 juin | 30 sept. | 31 déc. | Total |
|---|---------|---------|----------|---------|-------|
| Ventes  | 775     | 1 049   | 915      | 730     | 3 469 |
| Résultat d'exploitation                                       | 124     | 168     | 130      | 81      | 503   |
| BAIIA   | 156     | 200     | 162      | 115     | 633   |
| Résultat net  | 77      | 110     | 80       | 52      | 319   |
| RPA – de base et dilué <sup>1</sup>                           | 1,36    | 1,94    | 1,42     | 0,93    | 5,66  |

### 2023

| Pour les trimestres clos les<br>(en millions \$, sauf le RPA) | 31 mars | 30 juin | 30 sept. | 31 déc. | Total |
|---|---------|---------|----------|---------|-------|
| Ventes  | 710     | 972     | 949      | 688     | 3 319 |
| Résultat d'exploitation                                       | 95      | 149     | 166      | 89      | 499   |
| BAIIA   | 120     | 175     | 193      | 120     | 608   |
| Résultat net  | 60      | 100     | 110      | 56      | 326   |
| RPA – de base et dilué <sup>1</sup>                           | 1,03    | 1,72    | 1,91     | 0,98    | 5,62  |

<sup>1</sup> Les chiffres étant arrondis, la somme des RPA trimestriels peut ne pas correspondre exactement au total présenté pour l'ensemble de l'exercice.

## RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE

### Faits saillants

| Indicateurs clés de rendement<br>(en millions \$, sauf les ratios et les données par action) | T4-2024 | T4-2023 | Variation (\$) | Variation (%) |
|--|---------|---------|----------------|---------------|
| <b>Résultats d'exploitation</b>  |         |         |                |               |
| Ventes   | 730     | 688     | 42             | 6 %           |
| Bénéfice brut  | 138     | 137     | 1              | 1 %           |
| Marge du bénéfice brut   | 18,9 %  | 19,9 %  | s.o.           | (100 pdb)     |
| Résultat d'exploitation  | 81      | 89      | (8)            | (9 %)         |
| Marge d'exploitation   | 11,1 %  | 12,9 %  | s.o.           | (180 pdb)     |
| BAIIA  | 115     | 120     | (5)            | (4 %)         |
| Marge du BAIIA   | 15,8 %  | 17,4 %  | s.o.           | (160 pdb)     |
| Résultat net   | 52      | 56      | (4)            | (7 %)         |
| RPA – de base et dilué   | 0,93    | 0,98    | (0,05)         | (5 %)         |

## Résultats d'exploitation

Les ventes se sont élevées à 730 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2024, en hausse de 6 % par rapport aux ventes de 688 millions \$ réalisées lors de la même période en 2023. Si on exclut l'effet de conversion des devises de 14 millions \$, les ventes de bois traité sous pression ont progressé de 31 millions \$, soit de 5 % en raison d'une hausse des ventes de traverses de chemin de fer auprès des exploitants de chemins de fer de catégorie 1, ainsi qu'en raison d'une amélioration des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel alors que les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont été relativement stables. Le recul des ventes de billots et de bois d'œuvre s'explique par une baisse des activités de vente de billots, par rapport au quatrième trimestre du précédent exercice.

| Ventes<br>(en millions \$, sauf les<br>pourcentages) | Poteaux<br>destinés aux<br>sociétés de<br>services<br>publics | Traverses<br>de chemin<br>de fer | Bois<br>d'œuvre à<br>usage<br>résidentiel | Produits<br>industriels | Total du<br>bois traité<br>sous<br>pression | Billots et<br>bois<br>d'œuvre | Ventes<br>consolidées |
|--|---|----------------------------------|---|-------------------------|---|-------------------------------|-----------------------|
| <b>T4-2023</b>                                       | <b>383</b>  | <b>165</b>                       | <b>82</b>                                 | <b>27</b>               | <b>657</b>                                  | <b>31</b>                     | <b>688</b>            |
| Incidence des taux<br>de change                      | 8   | 4                                | 1   | 1                       | 14  | —                             | 14                    |
| Croissance interne                                   | (6)   | 24                               | 10  | 3                       | 31  | (3)                           | 28                    |
| <b>T4-2024</b>                                       | <b>385</b>  | <b>193</b>                       | <b>93</b>                                 | <b>31</b>               | <b>702</b>                                  | <b>28</b>                     | <b>730</b>            |
| Croissance interne %                                 | (2 %)   | 15 %                             | 12 %                                      | 11 %                    | 5 %   | (10 %)                        | 4 %                   |

Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics se sont chiffrées à 385 millions \$, par rapport à celles de 383 millions \$ réalisées lors de la même période l'an dernier. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes ont fléchi de 2 %, en raison d'une baisse des volumes générés par les activités non contractuelles, en grande partie contrebalancée par des ajustements favorables des prix de vente pour couvrir la hausse des coûts. Les ventes de traverses de chemin de fer se sont élevées à 193 millions \$, comparativement à 165 millions \$ un an plus tôt. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de traverses de chemin de fer ont enregistré une progression de 15 %, en raison principalement du calendrier des livraisons aux exploitants de chemins de fer de catégorie 1. En 2024, les volumes des exploitants de chemins de fer de catégorie 1 ont augmenté modestement par rapport à 2023. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel se sont élevées à 93 millions \$, en hausse par rapport à celles de 82 millions \$ réalisées lors de la même période en 2023, soit une croissance interne de 12 %. L'augmentation des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel résulte de prix de vente avantageux attribuable à la hausse des prix du bois d'œuvre sur le marché, de même que d'une augmentation des volumes de vente, par rapport à la même période l'an dernier. Les ventes de produits industriels ont atteint 31 millions \$, en hausse par rapport à celles de 27 millions \$ générées au trimestre correspondant l'an dernier. La croissance interne des ventes de 11 % est principalement attribuable à une augmentation des ventes de produits destinés aux ponts ferroviaires et aux passages à niveau. Les ventes de billots et de bois d'œuvre ont totalisé 28 millions \$, en recul de 10 % par rapport à la même période l'an dernier.

Le bénéfice brut s'est établi à 138 millions \$ au quatrième trimestre de 2024, relativement inchangé par rapport à 137 millions \$ au quatrième trimestre de 2023. Exprimé en pourcentage des ventes, le bénéfice brut a diminué de 19,9 % au quatrième trimestre de 2023 à 18,9 % au quatrième trimestre de 2024, en raison d'une composition des ventes moins avantageuse.

Le résultat net de la période s'est chiffré à 52 millions \$, soit 0,93 \$ par action, comparativement à 56 millions \$, ou 0,98 \$ par action, lors de la même période en 2023.

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Du fait que la majorité des actifs et des passifs de la Société sont libellés en dollars américains, les fluctuations des taux de change peuvent avoir un impact important sur leur valeur. L'appréciation de la valeur du dollar américain, par rapport au dollar canadien, au 31 décembre 2024, comparativement au 31 décembre 2023 (veuillez consulter la rubrique intitulée « Taux de change »), a entraîné une augmentation de la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

### Actif

Au 31 décembre 2024, le total de l'actif s'élevait à 4 103 millions \$, contre 3 708 millions \$ au 31 décembre 2023. L'augmentation du total de l'actif est en grande partie attribuable à une hausse des stocks et des immobilisations corporelles, ainsi qu'à l'incidence de la conversion des devises sur les actifs libellés en dollars américains. Veuillez noter que le tableau qui suit fournit des informations sur les actifs tirées de rubriques sélectionnées des états consolidés de la situation financière.

| <b>Actif</b><br>(en millions \$)        | <b>Au</b><br><b>31 décembre 2024</b> | <b>Au</b><br><b>31 décembre 2023</b> | <b>Variation</b> |
|---|--------------------------------------|--------------------------------------|------------------|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 50                                   | —                                    | 50               |
| Créances                                | 277                                  | 308                                  | (31)             |
| Stocks                                  | 1 759                                | 1 580                                | 179              |
| Autres                                  | 53                                   | 59                                   | (6)              |
| <b>Total de l'actif courant</b>         | <b>2 139</b>                         | <b>1 947</b>                         | <b>192</b>       |
| Immobilisations corporelles             | 1 048                                | 906                                  | 142              |
| Actifs au titre du droit d'utilisation  | 311                                  | 285                                  | 26               |
| Immobilisations incorporelles           | 170                                  | 169                                  | 1                |
| Goodwill                                | 406                                  | 375                                  | 31               |
| Autres                                  | 29                                   | 26                                   | 3                |
| <b>Total de l'actif non courant</b>     | <b>1 964</b>                         | <b>1 761</b>                         | <b>203</b>       |
| <b>Total de l'actif</b>                 | <b>4 103</b>                         | <b>3 708</b>                         | <b>395</b>       |

Les créances se chiffraient à 277 millions \$ au 31 décembre 2024, comparativement à 308 millions \$ au 31 décembre 2023. La diminution est en grande partie attribuable à une réduction du délai moyen de recouvrement des créances clients, par rapport à la même période du précédent exercice, en partie contrebalancée par l'effet de conversion des devises sur les créances libellées en dollars américains. Dans le cours normal des affaires, la Société a conclu des ententes avec certaines institutions financières aux termes desquelles elle peut vendre, sans recours de crédit, des créances clients admissibles aux institutions financières concernées. Les créances sont comptabilisées après déduction des créances clients vendues durant l'exercice.

Les stocks s'élevaient à 1 759 millions \$ au 31 décembre 2024, en hausse comparativement à 1 580 millions \$ au 31 décembre 2023. L'augmentation des stocks est en grande partie attribuable à la hausse du coût moyen des stocks ainsi qu'à l'effet de conversion des devises sur les stocks libellés en dollars américains d'environ 100 millions \$.

Compte tenu des longues périodes de temps nécessaires pour sécher le bois à l'air libre, qui peuvent parfois faire en sorte qu'il s'écoulera plus de neuf mois avant qu'une vente soit conclue, les stocks constituent un élément important du fonds de roulement et la rotation des stocks est relativement faible. De plus, des stocks importants de matières premières et de produits finis sont nécessaires à certains moments de l'année afin de soutenir la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel. Les solides relations d'affaires qu'entretient la Société avec ses clients et les contrats à long terme qui en découlent lui permettent de mieux déterminer les besoins en stocks. La direction surveille continuellement les niveaux des stocks et la demande du marché pour ses produits. La production est ajustée en conséquence afin d'optimiser le rendement et l'utilisation de la capacité.

Les immobilisations corporelles s'élevaient à 1 048 millions \$ au 31 décembre 2024, comparativement à 906 millions \$ au 31 décembre 2023. L'augmentation s'explique par l'acquisition d'immobilisations corporelles d'un montant de 134 millions \$ au cours de l'exercice 2024, ainsi que par l'effet de conversion des devises sur les immobilisations corporelles libellées en dollars américains d'environ 60 millions \$, en partie contrebalancés par une dotation aux amortissements de 46 millions \$ pour l'exercice.

Les actifs au titre du droit d'utilisation se chiffraient à 311 millions \$ au 31 décembre 2024, comparativement à 285 millions \$ au 31 décembre 2023. L'augmentation est attribuable aux ajouts d'actifs au titre du droit d'utilisation, essentiellement des terrains et du matériel roulant, d'un montant de 76 millions \$, ainsi qu'à l'effet de conversion des devises sur les actifs au titre du droit d'utilisation libellés en dollars américains, contrebalancés par une dotation aux amortissements de 66 millions \$ pour l'exercice.

Les montants des immobilisations incorporelles et du goodwill atteignaient respectivement 170 millions \$ et 406 millions \$ au 31 décembre 2024. Les immobilisations incorporelles sont principalement composées des relations clients, d'un enregistrement pour la créosote et des coûts d'acquisition de logiciels. Au 31 décembre 2023, les immobilisations incorporelles et le goodwill se chiffraient respectivement à 169 millions \$ et 375 millions \$. Les immobilisations incorporelles sont demeurées relativement stables. Les dépenses en logiciels de neuf millions \$ et l'effet de conversion des devises sur les immobilisations incorporelles libellées en dollars américains ont été contrebalancés par la dotation aux amortissements de 18 millions \$. L'augmentation du goodwill s'explique par l'effet de conversion des devises sur le goodwill libellé en dollars américains.

## Passif

Au 31 décembre 2024, le total du passif de Stella-Jones atteignait 2 162 millions \$, en hausse par rapport à 2 056 millions \$ au 31 décembre 2023. L'augmentation du total du passif est en grande partie attribuable à l'effet de conversion des devises sur le passif libellé en dollars américains. Veuillez noter que le tableau qui suit fournit des informations sur les passifs tirées de rubriques sélectionnées des états consolidés de la situation financière.

| <b>Passif</b><br>(en millions \$)         | <b>Au</b><br><b>31 décembre 2024</b> | <b>Au</b><br><b>31 décembre 2023</b> | <b>Variation</b> |
|---|--------------------------------------|--------------------------------------|------------------|
| Comptes créditeurs et charges à payer     | 180                                  | 204                                  | (24)             |
| Partie courante de la dette à long terme  | 1                                    | 100                                  | (99)             |
| Partie courante des obligations locatives | 64                                   | 54                                   | 10               |
| Autres                                    | 41                                   | 26                                   | 15               |
| <b>Total du passif courant</b>            | <b>286</b>                           | <b>384</b>                           | <b>(98)</b>      |
| Dette à long terme                        | 1 379                                | 1 216                                | 163              |
| Obligations locatives                     | 259                                  | 240                                  | 19               |
| Passifs d'impôt différé                   | 197                                  | 175                                  | 22               |
| Autres                                    | 41                                   | 41                                   | —                |
| <b>Total du passif non courant</b>        | <b>1 876</b>                         | <b>1 672</b>                         | <b>204</b>       |
| <b>Total du passif</b>                    | <b>2 162</b>                         | <b>2 056</b>                         | <b>106</b>       |

### *Dette à long terme*

La dette à long terme de la Société, y compris la partie courante, a augmenté pour atteindre 1 380 millions \$ au 31 décembre 2024, comparativement à 1 316 millions \$ au 31 décembre 2023. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a réduit ses emprunts nets de six millions \$, mais l'effet de conversion des devises sur la dette à long terme libellées en dollars américains a entraîné une augmentation de la dette à long terme libellée en dollars américains de 72 millions \$. La baisse des emprunts nets en 2024 comprend le remboursement des billets de premier rang non garantis de 75 millions \$ US, classé comme partie courante de la dette à long terme au 31 décembre 2023.

| <b>Dettes à long terme</b><br>(en millions \$) | <b>Au</b><br><b>31 décembre 2024</b> | <b>Au</b><br><b>31 décembre 2023</b> |
|--|--------------------------------------|--------------------------------------|
| Facilités de crédit rotatif non garanties      | 295                                  | 750                                  |
| Facilités de prêt à terme non garanties        | 576                                  | 364                                  |
| Billets de premier rang non garantis           | 508                                  | 198                                  |
| Autres   | 1                                    | 4                                    |
| <b>Total de la dette à long terme</b>          | <b>1 380</b>                         | <b>1 316</b>                         |

Le 20 décembre 2024, la Société a modifié et mis à jour sa convention de crédit syndiquée dans le but, entre autres, i) d'augmenter le montant disponible aux termes de la facilité de crédit rotatif non garantie pour le faire passer de 400 millions \$ US à 600 millions \$ US; ii) de prolonger la date d'échéance jusqu'au 20 décembre 2029; et iii) d'augmenter le niveau requis du ratio de la dette nette sur le BAIIA pour le porter à 3,75: 1,00. La convention de crédit syndiquée amendée inclut également un renouvellement de la disposition accordéon existante qui permet à la Société d'augmenter le montant jusqu'à concurrence de 400 millions \$ US, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

En octobre 2024, la Société a réalisé un placement privé de billets non garantis de premier rang d'un montant total en capital de 400 millions \$ échéant le 1<sup>er</sup> octobre 2031 et portant intérêt au taux de 4,312 % par année, payable semestriellement jusqu'à l'échéance. Les billets constituent des obligations non garanties, de même rang que toutes les autres obligations non garanties et non subordonnées de la Société. DBRS Limited a attribué une note de BBB avec tendance stable aux billets non garantis de premier rang. La Société a utilisé le produit net des billets pour rembourser l'emprunt existant au titre de ses facilités de crédit rotatif.

Au 31 décembre 2024, la Société affichait un ratio de la dette nette sur le BAIIA de 2,6 x et elle respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette, ses obligations de déclaration et ses ratios financiers.

### Capitaux propres

Les capitaux propres s'établissaient à 1 941 millions \$ au 31 décembre 2024, comparativement à 1 652 millions \$ au 31 décembre 2023.

| <b>Capitaux propres</b><br>(en millions \$)  | <b>Au</b><br><b>31 décembre 2024</b> | <b>Au</b><br><b>31 décembre 2023</b> | <b>Variation</b> |
|--|--------------------------------------|--------------------------------------|------------------|
| Capital-actions                              | 188                                  | 189                                  | (1)              |
| Résultats non distribués                     | 1 498                                | 1 329                                | 169              |
| Cumul des autres éléments du résultat global | 255                                  | 134                                  | 121              |
| <b>Total des capitaux propres</b>            | <b>1 941</b>                         | <b>1 652</b>                         | <b>289</b>       |

L'augmentation des capitaux propres au 31 décembre 2024 est attribuable à un résultat net de 319 millions \$ et à une augmentation de 121 millions \$ du cumul des autres éléments du résultat global, résultant essentiellement de la conversion des devises des établissements étrangers, en partie contrebalancés par des rachats d'actions d'un montant de 90 millions \$ et la déclaration de dividendes d'un montant de 63 millions \$.

Le 6 novembre 2023, la TSX a accepté l'avis d'intention de la Société de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPR ») pour acheter aux fins d'annulation jusqu'à 2 500 000 d'actions ordinaires au cours de la période de 12 mois s'échelonnant du 14 novembre 2023 au 13 novembre 2024, soit environ 5,0 % de ses actions ordinaires détenues par le public. La Société a racheté 1 192 595 actions ordinaires à des fins d'annulation pour une contrepartie de 100 millions \$ aux termes de cet OPR.

Le 5 novembre 2024, la TSX a accepté l'avis d'intention de la Société de procéder à une OPR pour acheter aux fins d'annulation jusqu'à 2 500 000 actions ordinaires au cours de la période de 12 mois s'échelonnant du 14 novembre 2024 au 13 novembre 2025, soit environ 4,5 % des actions ordinaires en circulation.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, 1 078 577 actions ordinaires de la Société ont été rachetées aux fins d'annulation pour une contrepartie de 90 millions \$.

## LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

Le tableau qui suit présente un résumé des éléments des flux de trésorerie pour les exercices indiqués :

| Résumé des flux de trésorerie<br>(en millions \$)  | Exercices clos les 31 décembre |          |
|--|--------------------------------|----------|
|  | 2024                           | 2023     |
| Activités d'exploitation   | 408                            | 107      |
| Activités de financement   | (221)                          | 151      |
| Activités d'investissement   | (137)                          | (258)    |
| Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice | 50                             | —        |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie – début de l'exercice                            | —                              | —        |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie – clôture de l'exercice</b>                   | <b>50</b>                      | <b>—</b> |

La Société estime que les flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation ainsi que ses facilités de crédit disponibles sont suffisants pour lui permettre de financer ses plans d'entreprise, faire face à ses besoins en fonds de roulement et maintenir ses actifs. Au 31 décembre 2024, la Société avait des liquidités disponibles de 802 millions \$, y compris 752 millions \$ (523 millions \$ US) disponibles aux termes de ses facilités de crédit rotatif.

### Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont élevés à 408 millions \$ en 2024, comparativement à 107 millions \$ en 2023, en raison principalement de l'évolution favorable du fonds de roulement sans effet de trésorerie. Après avoir investi 353 millions \$ dans les stocks en 2023 pour soutenir la croissance anticipée de la demande pour les poteaux destinés aux sociétés de services publics et reconstituer les stocks de traverses de chemin de fer, l'augmentation nette des stocks en 2024 a été de 82 millions \$. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés, se sont élevés à 637 millions \$ en 2024, comparativement à 619 millions \$ en 2023. Les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie ont réduit les liquidités de 57 millions \$ en 2024, en raison d'une hausse des stocks.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation tirées des tableaux condensés consolidés intermédiaires des flux de trésorerie.

| Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation<br>(en millions \$)  | Exercices clos les 31 décembre |              |
|--|--------------------------------|--------------|
|  | 2024                           | 2023         |
| Résultat net   | 319                            | 326          |
| Dotations aux amortissements   | 130                            | 109          |
| Charges financières  | 88                             | 68           |
| Charge d'impôts sur le résultat  | 96                             | 105          |
| Autres   | 4                              | 11           |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés</b> | <b>637</b>                     | <b>619</b>   |
| Créances   | 56                             | (7)          |
| Stocks   | (82)                           | (353)        |
| Impôts sur le résultat à recouvrer   | —                              | (2)          |
| Autres actifs courants   | 9                              | 8            |
| Comptes créditeurs et charges à payer  | (40)                           | 9            |
| <b>Variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie</b>  | <b>(57)</b>                    | <b>(345)</b> |
| Intérêts versés  | (85)                           | (68)         |
| Impôts sur le résultat payés   | (87)                           | (99)         |
| <b>Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation</b>   | <b>408</b>                     | <b>107</b>   |

#### Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les activités de financement ont réduit les liquidités de 221 millions \$ en 2024, alors qu'elles les avaient augmentées de 151 millions \$ en 2023. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société a émis 400 millions \$ de billets non garantis de premier rang (les « Billets »), emprunté 168 millions \$ (125 millions \$ US) aux termes de sa facilité de crédit agricole américain (« Prêt à Terme »), et a utilisé le produit net des Billets et du Prêt à terme pour rembourser 471 millions \$ d'emprunts aux termes de ses facilités de crédit rotatif non garanties, et rembourser 102 millions \$ (75 millions \$ US) de billets de premier rang non garantis émis à certains investisseurs américains. De plus, en 2024, la Société a affecté 62 millions \$ au remboursement d'obligations locatives, 63 millions \$ au versement de dividendes, conformément à sa politique d'affectation des capitaux, et 90 millions \$ au rachat d'actions. En 2023, la Société avait augmenté le montant net de ses emprunts aux termes de ses facilités de crédit de 394 millions \$ pour financer des investissements dans la croissance et accroître ses niveaux de stocks, rembourser des obligations locatives d'un montant de 50 millions \$ et remettre 195 millions \$ aux actionnaires.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie liés aux activités de financement tirées de rubriques sélectionnées des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

| Flux de trésorerie liés aux activités de financement<br>(en millions \$) | Exercices clos les 31 décembre |            |
|--|--------------------------------|------------|
|  | 2024                           | 2023       |
| Variation nette des facilités de crédit rotatif                          | (471)                          | 362        |
| Produit net tiré de la dette à long terme                                | 465                            | 32         |
| Remboursement des obligations locatives                                  | (62)                           | (50)       |
| Dividendes sur les actions ordinaires                                    | (63)                           | (53)       |
| Rachat d'actions ordinaires  | (90)                           | (142)      |
| Autres   | —                              | 2          |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>              | <b>(221)</b>                   | <b>151</b> |

### Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont réduit les liquidités de 137 millions \$ en 2024, en raison principalement de l'acquisition d'immobilisations corporelles, y compris de 34 millions \$ de dépenses en immobilisations de croissance pour la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics. En 2023, les activités d'investissement avaient totalisé 258 millions \$ et avaient consisté principalement en l'acquisition d'immobilisations corporelles, y compris de 60 millions \$ de dépenses en immobilisations de croissance pour la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics, ainsi qu'en l'acquisition de la quasi-totalité des actifs d'IndusTREE Pole & Piling, LLC, Balfour Pole Co., LLC et Baldwin.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement tirées des tableaux consolidés des flux de trésorerie.

| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement<br>(en millions \$) | Exercices clos les 31 décembre |              |
|--|--------------------------------|--------------|
|  | 2024                           | 2023         |
| Acquisition d'entreprises  | (4)                            | (93)         |
| Acquisition d'immobilisations corporelles                                  | (132)                          | (155)        |
| Produit de l'assurance des biens   | 10                             | —            |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles                                | (11)                           | (10)         |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>              | <b>(137)</b>                   | <b>(258)</b> |

### Obligations financières

Le tableau suivant présente les échéances des obligations financières au 31 décembre 2024 :

| Obligations financières<br>(en millions \$)           | Valeur comptable | Flux monétaires contractuels | Moins de 1 an | Années 2 et 3 | Années 4 et 5 | Plus de 5 ans |
|---|------------------|------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Comptes créditeurs et charges à payer                 | 180              | 180                          | 180           | —             | —             | —             |
| Obligations liées à la dette à long terme *           | 1 380            | 1 710                        | 62            | 299           | 686           | 663           |
| Paiements minimaux en vertu d'obligations locatives * | 323              | 384                          | 74            | 128           | 65            | 117           |
| <b>Obligations financières</b>                        | <b>1 883</b>     | <b>2 274</b>                 | <b>316</b>    | <b>427</b>    | <b>751</b>    | <b>780</b>    |

\* Comprend les paiements d'intérêts. Les intérêts sur la dette à taux variables sont présumés demeurer inchangés par rapport aux taux en vigueur au 31 décembre 2024.

## RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ACTIONS ET LES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 31 décembre 2024, le capital-actions de la Société était constitué de 55 824 953 actions ordinaires émises et en circulation (56 866 712 au 31 décembre 2023).

Le tableau qui suit présente l'évolution du capital-actions en circulation pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

| Nombre d'actions                        | Exercice clos le 31 décembre 2024 |
|---|-----------------------------------|
| Solde au début de l'exercice            | 56 866 712                        |
| Actions ordinaires rachetées            | (1 078 577)                       |
| Options d'achat d'actions exercées      | 15 000                            |
| Régimes d'achat d'actions des employés  | 21 818                            |
| <b>Solde à la clôture de l'exercice</b> | <b>55 824 953</b>                 |

Au 25 février 2025, le capital-actions de la Société était constitué de 55 705 521 actions ordinaires émises et en circulation.

Au 31 décembre 2024, le nombre d'options en circulation et pouvant être exercées en vue d'acquiescer des actions ordinaires émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions de la Société était de 5 000 (20 000 au 31 décembre 2023). Au 25 février 2025, le nombre d'options en circulation et pouvant être exercées était de 5 000.

## DIVIDENDES

Le conseil d'administration de la Société a déclaré les dividendes trimestriels suivants au cours de l'exercice 2024 :

| Date de déclaration | Date de clôture des registres | Date de paiement  | Montant du dividende |
|---------------------|-------------------------------|-------------------|----------------------|
|                     |                               |                   | \$                   |
| 28 février 2024     | 1 <sup>er</sup> avril 2024    | 19 avril 2024     | 0,28                 |
| 7 mai 2024          | 3 juin 2024                   | 21 juin 2024      | 0,28                 |
| 6 août 2024         | 3 septembre 2024              | 23 septembre 2024 | 0,28                 |
| 5 novembre 2024     | 2 décembre 2024               | 20 décembre 2024  | 0,28                 |

La déclaration de dividendes futurs, ainsi que leurs montants et dates de versement continueront d'être évalués par le conseil d'administration de la Société en fonction de la stratégie d'affectation des capitaux de la Société. La Société ne peut garantir les montants ni les dates de versement de tels dividendes dans le futur.

## ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

La Société fait face, à l'occasion, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités. La Société ne peut, à l'heure actuelle, déterminer avec exactitude l'issue de ces procédures, mais à son avis, celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur les flux de trésorerie, la situation financière ou sur les résultats d'exploitation de la Société. La Société a également conclu un accord de dix ans pour l'achat de certificats d'énergie renouvelable pour un engagement total de huit millions \$ (2023 – nul).

La Société a émis des garanties totalisant 68 millions \$ au 31 décembre 2024 (48 millions \$ en 2023) en vertu de lettres de crédit et de diverses cautions de soumission et de garantie de bonne exécution. La Société ne croit pas que ces garanties seront exigibles et n'a donc comptabilisé aucune provision relative aux garanties dans les états financiers consolidés.

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et règlements fédéraux et provinciaux canadiens, ainsi qu'à ceux du gouvernement fédéral et des états américains en matière d'environnement qui régissent, entre autres, les émissions atmosphériques, la gestion des déchets, les rejets d'effluents d'eaux usées et l'utilisation de pesticides antimicrobiens. La Société prend des mesures pour se conformer à ces lois et règlements. Cependant, ces mesures sont soumises aux incertitudes relatives aux changements dans les exigences légales, à leur mise en application et au développement des procédés technologiques.

## ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

a) Le 4 février 2025, la Société a modifié sa convention de crédit agricole américain dans le but de prolonger la durée de la facilité de crédit rotatif de 150 millions \$ US du 3 mars 2028 au 4 février 2030 et d'augmenter le niveau requis du ratio de la dette nette financée sur le BAIIA à 3,75 : 1,00.

b) Le 26 février 2025, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,31 \$ par action ordinaire, payable le 18 avril 2025 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 1<sup>er</sup> avril 2025. Il s'agit d'un dividende admissible.

## RISQUES ET INCERTITUDES

La Société est exposée à des risques et à des incertitudes qui, s'ils ne sont pas atténués de façon adéquate, pourraient avoir une incidence importante sur ses activités, sa situation financière, ses résultats futurs, sa réputation, ainsi que sur le cours de ses actions ordinaires. Le conseil d'administration exige que la direction de la Société identifie et gère correctement les principaux risques liés aux activités de la Société. La Société a mis en place des politiques et des procédures pour gérer, de manière continue, ses principaux risques et incertitudes et en atténuer les répercussions, mais elle ne peut garantir que ces efforts seront couronnés de succès.

Les principaux risques et incertitudes auxquels la Société est exposée sont décrits ci-dessous. D'autres risques et incertitudes dont la Société n'a pas connaissance à l'heure actuelle, ou que la Société considère actuellement comme non significatifs, peuvent également avoir une incidence importante sur ses activités, sa situation financière et ses résultats futurs.

### Risques liés aux activités d'exploitation

#### ***Dépendance à l'égard de clients importants***

La Société dépend de clients importants pour une grande partie de ses ventes et la perte d'un ou de plusieurs de ses clients importants pourrait entraîner une baisse substantielle de ses résultats. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, les 10 plus importants clients de la Société ont représenté 40 % de ses ventes. Durant cette même période, le client le plus important de la Société a représenté 14 % des ventes totales et est associé à la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel, tandis que le deuxième client en importance a représenté 4 % des ventes totales et il est lié à la catégorie des traverses de chemin de fer.

#### ***Disponibilité et coût des matières premières***

La direction estime que la Société pourrait être touchée par des fluctuations éventuelles de l'approvisionnement et des prix du bois. Bien que la Société ait obtenu des licences de coupe à long terme et qu'elle tire profit de ses relations bien établies avec des propriétaires forestiers privés et d'autres fournisseurs, rien ne garantit que ces licences seront respectées ou renouvelées au moment de leur expiration, ni que les fournisseurs continueront à fournir du bois à la Société en quantité suffisante. La gouvernance accrue de la gestion forestière pourrait aussi avoir une incidence sur l'approvisionnement en bois. Dans certaines régions, comme en Colombie-Britannique, au Canada, la Société s'est engagée à développer des relations d'affaires à long terme avec les communautés autochtones, mais rien ne garantit qu'elle réussira à obtenir le bois disponible.

Il n'existe qu'un nombre limité de fournisseurs de certains produits de préservation utilisés par la Société dans son processus de production, ce qui réduit la disponibilité de sources alternatives d'approvisionnement dans

l'éventualité de pénuries imprévues ou d'une perturbation de la production. Certains fournisseurs pourraient également décider de réduire ou de mettre fin à la production de certains produits de préservation, tandis que des changements de législation pourraient nécessiter le recours à des produits de préservation différents de ceux utilisés jusqu'à maintenant. Bien que la Société ne fasse pas affaire avec des fournisseurs établis en Russie ou en Ukraine, une escalade de ce conflit pourrait aussi accentuer les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Un manque de disponibilité de produits forcerait la Société à évaluer des produits de substitution offerts à prix raisonnables et tout aussi sécuritaires, efficaces et acceptables pour les clients de la Société. Bien que la Société atténue ce risque en recherchant, en identifiant et en sécurisant des ententes avec des fournisseurs et des produits de préservation alternatifs à l'extérieur de son réseau d'approvisionnement habituel, rien ne garantit qu'elle sera en mesure d'assurer l'approvisionnement en quantité suffisante de toutes les matières requises pour fabriquer ses produits, ce qui, en retour, pourrait avoir des répercussions négatives sur les résultats d'exploitation de la Société.

Les pays imposent, modifient et suppriment des tarifs douaniers et d'autres restrictions commerciales en réponse à une variété de facteurs, y compris les conditions économiques et politiques mondiales et nationales. Dans ces circonstances, la Société ne peut prédire l'évolution future des tarifs douaniers ou d'autres restrictions commerciales ni quantifier leur impact. L'imposition de tarifs pourrait perturber les chaînes d'approvisionnement établies et accroître le coût des matières premières de la Société, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur ses résultats d'exploitation. Malgré le fait que plusieurs des ententes conclues par la Société avec ses clients prévoient des mécanismes d'indexation des prix de vente en fonction des fluctuations des coûts des matières premières et de certains indices des prix industriels, les répercussions sur les résultats d'exploitation de la Société seront influencées par sa capacité à répercuter les coûts liés aux tarifs douaniers et à les répercuter en temps opportun.

### ***Perturbations opérationnelles***

Les activités de la Société pourraient être perturbées par des catastrophes naturelles ou d'origine humaine. L'ampleur de l'incidence sur les résultats dépendra de certains facteurs, notamment la nature de la perturbation, sa durée et le lieu touché par l'événement perturbateur. Bien que la Société ait mis en place un plan de continuité des activités, et détienne des polices d'assurance pour atténuer l'impact de la plupart des événements catastrophiques, la survenance de perturbations des activités pourrait, entre autres, nuire à la situation financière et aux résultats d'exploitation de la Société, augmenter ses coûts d'exploitation, rendre difficile, voire impossible, la fourniture de produits aux clients ou la réception de matières premières de la part de fournisseurs, ou nécessiter des dépenses importantes et un temps de récupération afin de reprendre pleinement ses activités.

### ***Pandémie, épidémie ou éclosion de maladies infectieuses***

L'éclosion d'une maladie ou d'un virus pourrait créer une volatilité et une incertitude importantes, ainsi que des perturbations économiques, et pourrait empêcher les employés, les fournisseurs, les clients et les partenaires commerciaux de mener à bien leurs activités. Cela pourrait également amener les gouvernements du monde entier à adopter des mesures et des restrictions préventives d'urgence. Ces mesures et restrictions d'urgence pourraient perturber de façon importante les activités d'exploitation de la Société de même que celles de ses fournisseurs ou de ses clients, ce qui, en retour, pourrait avoir des répercussions négatives sur les activités commerciales, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société.

### ***Changements climatiques***

Les effets des changements climatiques mondiaux augmentent la gravité et la fréquence des menaces naturelles qui pèsent sur les activités de la Société et pourraient entraîner une augmentation des frais d'exploitation et des coûts du capital. Parmi les risques climatiques les plus importants identifiés par la Société figurent: 1) l'augmentation des coûts à la suite de dommages causés à l'une ou plusieurs des installations ou à des équipements de la Société, ainsi qu'à ceux de ses fournisseurs et clients et 2) l'augmentation des temps d'arrêt de la production et des coûts en raison de changements à plus long terme des modèles climatiques, comme des vagues de chaleur chroniques. Les mesures prises pour atténuer les risques liés au climat comprennent des plans et des stratégies de continuité des activités et de reprise après sinistre. L'ampleur des effets des changements climatiques pourrait être imprévisible et, par conséquent, les plans de la Société pourraient ne pas réussir à atténuer les conséquences d'une catastrophe naturelle, ce qui pourrait avoir des

répercussions négatives sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société.

Outre les risques physiques associés aux changements des conditions climatiques, les réponses des gouvernements à ces changements posent aussi un risque. Les effets des changements climatiques à l'échelle mondiale, y compris le respect de la réglementation en constante évolution sur les changements climatiques et la transition vers une économie à faible émission de carbone, pourraient nécessiter des dépenses importantes, entraîner une hausse des coûts d'exploitation et une réduction de la disponibilité de la fibre, étant donné que les terres récoltables pourraient être mises en réserve pour l'atténuation des émissions de carbone et les compensations.

### ***Mise en œuvre d'initiatives et de normes environnementales, sociales et de gouvernance (« ESG »)***

Les attentes à l'égard d'une mise en œuvre rapide d'initiatives liées aux considérations ESG sont de plus en plus élevées. Dans le cadre de ses efforts visant à améliorer sa performance en matière de développement durable, la Société a élaboré une stratégie ESG à l'échelle de l'organisation qui contient certains objectifs et cibles. Ces objectifs et cibles reflètent les plans et aspirations actuels de la Société, sont fondés sur les données et estimations disponibles, et il n'est pas garanti que la Société sera en mesure de les atteindre. Le défaut de mettre à jour, d'accomplir ou de suivre correctement ces objectifs et cibles et d'en rendre compte en temps opportun, voire pas du tout, pourrait nuire à sa position concurrentielle et poser un risque pour la réputation et la conduite des affaires de la Société.

Les nouvelles réglementations et normes ESG peuvent également accroître les obligations de la Société en matière de divulgation et d'information à fournir. Le défaut de mettre en œuvre une collecte de données détaillée et éprouvée ainsi que des processus d'analyse dotés de contrôles efficaces pour se conformer aux réglementations et aux attentes des parties prenantes, pourrait avoir des répercussions sur la capacité de la Société de fournir des informations exactes, complètes, fiables et en temps opportun.

### ***Dépendance à l'égard du personnel clé***

La haute direction de la Société et d'autres employés clés possèdent une vaste expérience de l'industrie, ainsi que des activités de l'entreprise, de ses fournisseurs, de ses produits et de ses clients. La perte de connaissances et d'expertise au sein de la haute direction à la suite du départ d'un ou de plusieurs membres de l'équipe de direction principale, ou encore le départ d'employés clés possédant des connaissances en ingénierie, en foresterie, dans le traitement du bois et dans d'autres domaines spécialisés pourrait nuire à la capacité de la Société à développer et à poursuivre ses stratégies commerciales, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur ses activités et ses résultats d'exploitation.

### ***Recrutement, rétention et gestion d'une main-d'œuvre qualifiée***

La capacité de la Société à préserver et renforcer son rendement et à continuer à générer une croissance forte et durable est tributaire, dans une large mesure, de sa capacité à recruter, à développer et à conserver du personnel clé, à élaborer des stratégies judicieuses de succession, ainsi qu'à maintenir de bonnes relations avec ses employés. Les tendances sociales et démographiques, ainsi que les changements dans les modes de vie et les attentes des employés, peuvent compliquer l'embauche et la rétention du personnel. De la difficulté à attirer des employés qualifiés et à conserver une expertise interne précieuse, ou encore des arrêts de travail, pourraient entraîner des perturbations des activités d'exploitation ou engendrer des augmentations de coûts.

### ***Cybersécurité et protection des données***

La Société dépend des technologies de l'information pour traiter, transmettre et stocker des informations électroniques de façon sécuritaire dans le cadre de ses activités quotidiennes. Malgré ses systèmes et ses contrôles en matière de sécurité, ainsi que ceux de ses fournisseurs tiers, l'infrastructure et les technologies de l'information de la Société peuvent être vulnérables aux cyberincidents. Les cybermenaces varient en termes de techniques et de sources (y compris par l'utilisation des technologies émergentes d'intelligence artificielle), sont persistantes et sont de plus en plus ciblées et difficiles à détecter et à prévenir. Les cyberattaques et les atteintes à la sécurité des données peuvent comprendre des tentatives non autorisées d'accès, de désactivation, de modification inappropriée ou de dégradation des systèmes de technologie de l'information, des réseaux et des sites Web de la Société, l'introduction de virus informatiques et d'autres

codes malveillants, ainsi que des courriels frauduleux d'hameçonnage visant à détourner des données et de l'information ou à installer des logiciels malveillants sur les ordinateurs des utilisateurs. Toute violation de ce type pourrait entraîner des perturbations opérationnelles et des hausses de coûts ou le détournement de données sensibles qui pourraient exposer la Société à des litiges et avoir des répercussions négatives sur sa réputation ou un impact négatif sur ses clients ou ses fournisseurs. Pour limiter les risques d'incidents susceptibles d'affecter la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité de l'information, la Société a mis en place des politiques, des procédures et des contrôles techniques en matière de sécurité de l'information et fait régulièrement appel à un tiers pour évaluer la maturité de son programme de sécurité de l'information par rapport au cadre de cybersécurité du *National Institute of Standards and Technology* (« NIST »). Tous les employés reçoivent une formation de sensibilisation à la sécurité, y compris la communication des processus de signalement d'incidents de sécurité potentiels. La Société dispose d'un plan d'intervention en cas d'incident de cybersécurité qui fournit un cadre documenté pour la gestion des incidents graves liés à la sécurité et à la protection des renseignements personnels, et facilite la coordination entre différentes parties au sein de la Société ainsi qu'avec des experts externes au besoin. La Société a aussi mis en place des procédures pour déterminer l'importance potentielle d'un incident de cybersécurité. Ces procédures comprennent des protocoles de signalement à notre conseil d'administration et une surveillance par ce dernier. La Société effectue régulièrement des simulations et des exercices tant au niveau technique qu'au niveau de la direction. De telles mesures peuvent ne pas être adéquates ou efficaces à prévenir, identifier ou atténuer les attaques de pirates informatiques ou des accès non autorisés attribuables à des erreurs commises par des employés, à des méfaits ou à d'autres perturbations susceptibles de causer des dommages et d'avoir des répercussions négatives sur les activités et les résultats d'exploitation de la Société. De plus, la Société utilise des systèmes de technologies de l'information dans ses opérations et toute interruption de ces systèmes pourrait créer des perturbations aux opérations quotidiennes le temps de les réparer ou de les mettre à jour.

#### ***Implémentation d'un progiciel de gestion intégrée (« PGI »)***

La Société est en train de déployer un nouveau PGI. Un tel changement implique une planification approfondie, la transformation des processus actuels d'affaires et financiers, ainsi que des tests substantiels et une formation approfondie des employés. La Société a commencé le déploiement en 2021 avec pour objectif que le PGI soit pleinement opérationnel dans l'ensemble de l'organisation d'ici 2025. Au cours du processus de déploiement, la Société pourrait subir des perturbations des systèmes informatiques et des activités. Toute perturbation pourrait nuire à la capacité de la Société à traiter les transactions, à fournir des rapports précis, opportuns et fiables sur les résultats financiers et opérationnels ainsi qu'à évaluer l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles et procédures de communication de l'information. De plus, il est possible que le processus de déploiement du nouveau système dépasse les délais et le budget prévus et rien ne garantit que le système sera bénéfique dans la mesure prévue. La Société a adopté une approche progressive et estime qu'elle prend les mesures nécessaires, y compris le déploiement de ressources internes et externes, pour atténuer les risques liés à l'implémentation.

### **Risques stratégiques**

#### ***Conjoncture politique et économique***

Un changement négatif dans les conditions politiques ou une instabilité politique, incluant des troubles civils importants, des actes de guerre ou des activités terroristes, ainsi que des conditions économiques défavorables, pourraient toucher une grande partie ou même la totalité des marchés que la Société dessert, ce qui aurait des répercussions sur les coûts, les prix de vente et la demande pour ses produits, augmenterait les perturbations des chaînes d'approvisionnement et aurait une incidence négative sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Ces événements pourraient également avoir des répercussions sur la situation financière d'un ou de plusieurs fournisseurs clés de la Société, ce qui affecterait sa capacité à s'approvisionner en matières premières et composantes afin de répondre à la demande des clients pour ses produits.

#### ***Risque lié aux acquisitions***

Dans le cadre de sa stratégie de croissance, la Société prévoit d'acquérir d'autres entreprises lorsque ces transactions se justifient sur le plan économique et stratégique. Rien ne garantit que la Société réussira à gérer de façon efficace l'intégration d'autres entreprises qu'elle pourrait acquérir. Si les synergies prévues ne

sont pas réalisées ou si la Société ne réussit pas à intégrer les nouvelles entreprises à son réseau existant, les activités de la Société, sa situation financière et ses résultats d'exploitation pourraient en souffrir de manière importante. La Société pourrait également engager des coûts et mobiliser l'attention de son équipe de direction pour des acquisitions potentielles qui pourraient ne jamais être réalisées.

En outre, bien que la Société procède à des vérifications diligentes à l'égard de ses acquisitions, une entreprise acquise pourrait avoir des obligations qui ne soient découvertes par la Société qu'une fois l'acquisition réalisée et pour lesquelles la Société pourrait devenir responsable. De telles obligations pourraient avoir une incidence défavorable sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société.

## **Risques financiers**

### ***Change***

Les résultats financiers de la Société sont publiés en dollars canadiens mais une part importante de ses ventes, charges d'exploitation et dépenses en immobilisations est effectuée en dollars américains. Aux fins de l'information financière, tout changement de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours d'une période d'information financière donnée entraînerait des variations des résultats d'exploitation et de la situation financière de la Société, qui pourraient être importantes.

### ***Taux d'intérêt***

La Société est exposée aux risques et aux fluctuations des taux d'intérêt. La Société maintient une combinaison de dettes à taux fixe et à taux variable et peut, le cas échéant, couvrir son exposition aux taux d'intérêt variables au moyen de divers instruments dérivés. Au 31 décembre 2024, 68 % de la dette à long terme de la Société était à taux d'intérêt fixes, réduisant ainsi l'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt. La Société conclut des contrats de swap de taux d'intérêt afin de réduire l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur son endettement assujéti à des taux d'intérêt variables. Ces contrats de swap exigent l'échange périodique de paiements sans échange du montant du capital nominal sur lequel les paiements sont fondés. La Société a désigné ses contrats de couverture de taux d'intérêt comme couvertures de flux de trésorerie de la dette sous-jacente. La charge d'intérêts sur la dette est ajustée pour y inclure les paiements effectués ou reçus aux termes des contrats de swap de taux d'intérêt. Cependant, si les taux d'intérêt augmentent, les obligations liées au service de la dette visant la dette à taux d'intérêt variable de la Société augmenteront même si le montant emprunté demeure le même, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la rentabilité, les flux de trésorerie et la situation financière de la Société.

### ***Disponibilité du crédit***

Les ententes régissant les facilités de crédit et les billets de premier rang de la Société comportent certaines clauses restrictives qui imposent des restrictions opérationnelles et financières et pourraient limiter la capacité de la Société à prendre part à des activités qui seraient dans son intérêt à long terme. De plus, une violation des clauses des facilités de crédit et des billets de premier rang risque d'entraîner un cas de défaut qui pourrait permettre aux prêteurs d'accélérer le remboursement de la dette. Le cas échéant, la Société pourrait devoir chercher à refinancer ses dettes, mais être incapable de le faire selon des modalités raisonnables d'un point de vue commercial. Par conséquent, la Société serait limitée quant à la manière dont ses activités sont exercées ou être incapable de concurrencer efficacement ou de saisir de nouvelles possibilités d'affaires.

### ***Crédit des clients***

L'état de la situation financière de la Société comporte un niveau élevé de créances. Cette valeur est répartie entre les nombreux contrats et clients. Les créances clients de la Société comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie. Bien que la Société réduise ce risque en traitant majoritairement avec des fournisseurs de services publics de grande envergure, des exploitants de chemin de fer de catégorie 1 et de grands détaillants, rien ne garantit que les créances seront payées dans les délais voulus, si tant est qu'elles le soient.

## **Assurance**

La Société maintient des polices d'assurance commerciale sur les biens et une assurance risques divers qui cadrent avec les pratiques courantes de l'industrie et le profil de risque particulier de la Société. Ces couvertures pourraient ne pas couvrir la totalité des risques liés aux dangers associés à ses activités et elles sont assujetties à des restrictions, notamment des montants autoassurés, des franchises, de la coassurance, des exclusions de couverture et une couverture de responsabilité maximale. La Société peut engager des pertes qui dépassent les limites ou la couverture de ses polices d'assurance, y compris des obligations et des mesures correctives dans le cadre du respect des lois sur l'environnement, des pertes résultant de perturbations importantes dans ses installations de fabrication, des dommages aux relations qu'entretient la Société avec ses clients en raison de ces obligations ou perturbations, ainsi que des pertes pour la Société ou des tiers découlant de cyberrisques. En outre, à l'occasion, divers types de couvertures d'assurance pour les sociétés qui exercent leurs activités dans le même secteur que la Société n'étaient pas offertes selon des conditions acceptables sur le plan commercial ou, dans certains cas, n'étaient pas offertes du tout. À l'avenir, la Société pourrait ne pas être en mesure d'obtenir le même niveau de couverture dont elle bénéficie actuellement et les primes qu'elle verse pour sa couverture pourraient augmenter de façon importante.

## **Impôt des sociétés**

En estimant l'impôt sur les résultats à payer de la Société, la direction utilise des principes comptables pour déterminer les positions fiscales qui sont susceptibles d'être acceptées par les administrations fiscales compétentes. Il n'y a toutefois aucune garantie qu'il n'y aura pas d'écart important entre le montant réel de ses avantages fiscaux ou de son passif d'impôt et les estimations ou les attentes. La législation, la réglementation et les interprétations fiscales qui s'appliquent aux activités de la Société évoluent sans cesse. De plus, les avantages fiscaux futurs et les passifs d'impôt futur dépendent de facteurs qui sont essentiellement incertains et susceptibles de changer, notamment les résultats futurs, les taux d'imposition futurs et la répartition prévue des secteurs d'activité entre les différentes juridictions où la Société mène ses opérations. En outre, les déclarations de revenus de la Société font continuellement l'objet d'examen par les administrations fiscales compétentes. Ces administrations fiscales déterminent le montant réel de l'impôt à payer ou à recevoir, des avantages fiscaux futurs ou des passifs d'impôt futur ou de toute charge d'impôt sur les résultats que la Société pourrait être tenue de comptabiliser. Les montants déterminés par les autorités fiscales peuvent devenir définitifs et obligatoires pour la Société. L'un ou l'autre des facteurs mentionnés ci-dessus pourrait avoir une incidence négative sur le résultat net ou les flux de trésorerie de la Société.

## **Risques juridiques et de conformité**

### **Conformité environnementale**

La Société est assujettie à plusieurs lois et règlements en matière d'environnement, notamment ceux portant sur :

- les rejets dans l'air;
- les rejets dans l'eau;
- les émissions de substances dangereuses et toxiques;
- la remise en état de sites contaminés; et
- l'utilisation de pesticides antimicrobiens autorisés aux États-Unis sous la loi fédérale relative aux insecticides, fongicides et raticides de réglementation de l'*Environmental Protection Agency* des États-Unis et au Canada sous l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire de Santé Canada et sa loi sur les produits antiparasitaires.

Ces lois et règlements sur l'environnement exigent que la Société obtienne divers inscriptions, licences, permis et autres approbations en matière d'environnement et qu'elle effectue des inspections et des essais de conformité et respecte les délais concernant les exigences de communication afin de pouvoir faire fonctionner ses installations de fabrication et d'exploitation.

La conformité avec ces lois et règlements sur l'environnement continuera d'avoir une incidence sur les activités de la Société en lui imposant des frais d'exploitation et d'entretien ainsi que des dépenses en immobilisations nécessaires. L'omission de s'y conformer pourrait engendrer des mesures d'application civiles ou pénales susceptibles d'entraîner, entre autres, le paiement d'amendes substantielles, souvent calculées quotidiennement, ou dans des cas extrêmes, l'interruption ou la suspension des activités à l'installation visée.

Aux termes des divers lois et règlements fédéraux, provinciaux, étatiques et locaux, la Société, en qualité de propriétaire, de locataire ou d'exploitant, est susceptible d'être tenue responsable des frais d'enlèvement de contaminants ou de remise en état des sols se trouvant sur ses sites ou sur des propriétés avoisinantes, même dans des circonstances où la Société n'a pas causé ni contribué d'une quelconque manière à la contamination. Les frais de remise en état et autres frais nécessaires au nettoyage ou traitement des sites contaminés pourraient être considérables. Toutefois, dans certains cas, la Société bénéficie d'indemnités de la part d'anciens propriétaires de ses sites. La présence de contaminants sur les sites de la Société ou en provenance de ceux-ci pourrait la rendre responsable envers des tiers ou des instances gouvernementales pour des lésions corporelles, l'endommagement de biens ou tout préjudice causé à l'environnement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société de vendre ou de louer ses biens immobiliers, ou de contracter des emprunts en offrant ces biens en garantie.

Une augmentation de l'activité réglementaire et la possibilité que des changements importants soient apportés aux lois et aux règlements en matière d'environnement, y compris les changements dans leur interprétation ou leur application, constituent d'autres facteurs de risque pour la Société. Bien qu'il ne soit pas possible de prévoir l'issue et la nature de ces changements, ceux-ci pourraient faire augmenter de façon importante les dépenses en immobilisations et les frais engagés par la Société pour que ses installations visées se conforment à ces changements ou pourraient modifier la disponibilité ou les prix de certains produits tels que les produits de préservation achetés et utilisés par la Société.

Bien que la Société ait été partie à des litiges en matière d'environnement, notamment des réclamations pour préjudices physiques et pour diminution de la valeur de propriétés, les résultats et les coûts associés n'ont pas été importants. Toutefois, aucune garantie ne peut être donnée que ce sera toujours le cas à l'avenir, étant donné que les résultats des différends sur les questions d'ordre environnemental et les décisions rendues sur les litiges en environnement restent imprévisibles.

Les activités de la Société se sont développées et son image s'est renforcée en grande partie grâce à sa production et sa livraison constante de produits de grande qualité, tout en maintenant un niveau élevé de responsabilité face à la protection de l'environnement. Les revendications des autorités réglementaires, des communautés ou des clients à l'égard de pratiques irresponsables pourraient porter atteinte à la réputation de la Société. Une publicité défavorable découlant de violations réelles ou perçues des lois, règlements sur l'environnement ou pratiques courantes de l'industrie pourrait avoir un effet négatif sur la fidélité de la clientèle, contribuer à réduire la demande, affaiblir la confiance du marché et, en dernier ressort, entraîner une réduction du cours des actions de la Société. Ces effets négatifs pourraient être ressentis même si les allégations n'étaient pas fondées, que la Société respecte toutes les lois et réglementations en vigueur et que la Société ne soit pas tenue responsable.

### ***Lois et règlements sur la protection des renseignements personnels***

La Société recueille, traite et stocke des informations exclusives sur ses activités et des renseignements personnels sur ses employés, ses clients et ses fournisseurs. La Société est soumise à de nombreux lois et règlements visant à protéger les informations, comme la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques du Canada et des lois équivalentes essentiellement similaires au niveau des provinces et des états, notamment la Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels au Québec et la loi californienne sur la protection de la vie privée des consommateurs (*California Consumer Privacy Act*). Les lois et règlements relatifs à la protection des renseignements personnels sont de plus en plus nombreux et complexes et sont adoptés et modifiés plus fréquemment, ce qui entraîne un risque accru de conformité réglementaire et des coûts plus élevés pour prévenir les événements liés aux données confidentielles. Les sanctions financières potentielles en cas de non-respect de ces lois et règlements ont considérablement augmenté. Toute atteinte à la sécurité, toute utilisation inappropriée et tout autre type d'accès non autorisé ou de détournement de ces renseignements pourraient non seulement entraîner des sanctions réglementaires, des audits ou des enquêtes par divers organismes gouvernementaux concernant le respect des lois applicables, mais aussi exposer la Société à un risque d'atteinte à sa réputation.

### ***Litiges***

La Société est exposée aux risques de litiges dans le cours normal de ses activités de la part d'employés, de clients, de fournisseurs, de concurrents, d'actionnaires, d'organismes gouvernementaux ou d'autres parties

qui peuvent prendre la forme d'actions privées, de recours collectifs, de procédures administratives, de mesures réglementaires ou d'autres procédures. Il est difficile d'évaluer ou de quantifier l'issue d'un litige. Les demandeurs dans ces types de poursuites ou de réclamations peuvent chercher à obtenir des montants très importants ou indéterminés, et l'ampleur de la perte éventuelle dans le cadre de ces poursuites ou réclamations peut demeurer inconnue pendant de longues périodes de temps. Bien que la conclusion ne puisse être prévue avec certitude, la Société fait régulièrement le point sur ces affaires et établit des provisions basées sur l'évaluation du résultat probable. Si l'évaluation du dénouement probable s'avérait inexacte, la Société pourrait ne pas avoir constitué les provisions nécessaires pour cette perte, ce qui serait susceptible d'avoir une incidence défavorable sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses flux de trésorerie. Peu importe le résultat, un litige peut entraîner des coûts importants pour la Société et détourner l'attention et les ressources de la direction des activités quotidiennes de la Société.

## **INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES**

La Société recourt à des instruments dérivés afin d'obtenir une couverture économique visant à atténuer divers risques. La juste valeur de ces instruments s'entend du prix dont conviendraient des parties consentantes n'ayant aucun lien de dépendance et agissant en toute liberté et en pleine connaissance de cause. La juste valeur de ces instruments dérivés est déterminée à partir des prix sur des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. Lorsqu'aucun prix de marché n'est disponible, des techniques d'évaluation sont utilisées, notamment l'analyse des flux de trésorerie actualisés. La technique d'évaluation intègre l'ensemble des facteurs devant être pris en compte dans l'établissement d'un prix, y compris le propre risque de crédit de la Société, de même que le risque de crédit de la contrepartie.

### **Gestion des risques liés aux taux d'intérêt**

Les risques liés aux taux d'intérêt correspondent au risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier en raison de l'évolution des taux d'intérêt sur le marché. La Société contracte des emprunts aussi bien à taux fixe qu'à taux variable. La gestion des risques a pour objectif de minimiser la possibilité que les fluctuations des taux d'intérêt aient des répercussions négatives sur les flux de trésorerie de la Société. La Société conclut des contrats de swap de taux d'intérêt afin de réduire l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur sa dette à long terme. Au 31 décembre 2024, la Société était partie à deux contrats de swap de taux d'intérêt comme couverture d'emprunts de 252 millions \$ (175 millions \$ US) et dont les dates d'échéance sont décembre 2026 et juin 2028. Ces instruments sont présentés à leur juste valeur et désignés comme couverture de flux de trésorerie. Au 31 décembre 2024, le ratio des emprunts à taux fixe et à taux variable s'établissait à 68 % et 32 %, respectivement, incluant l'incidence des positions de swap de taux d'intérêt (46 % et 54 %, respectivement, au 31 décembre 2023).

### **Gestion des risques liés aux taux de change**

Une grande partie des revenus et des dépenses consolidés de la Société est perçue ou libellée dans la monnaie fonctionnelle des unités d'exploitation opérant sur les marchés où elle exerce des activités. Par conséquent, la sensibilité de la Société aux variations des taux de change est limitée sur le plan économique. La principale source de risque de change de la Société réside dans les transactions commerciales des activités canadiennes libellées en dollars américains. L'objectif de la Société en matière de gestion du risque de change est de minimiser son exposition aux flux de trésorerie et aux opérations en devises étrangères, en transigeant avec des tiers dans la monnaie fonctionnelle des unités d'exploitation dans la mesure du possible et par le recours à des contrats de change à terme. Au 31 décembre 2024, la Société n'avait aucun contrat de change à terme en vigueur.

## **CONVENTIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES ET ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES**

Les conventions comptables significatives utilisées par la Société ainsi que les estimations comptables et jugements critiques sont respectivement décrits à la Note 2 et à la Note 3 des états financiers consolidés audités aux 31 décembre 2024 et 2023.

La Société établit ses états financiers consolidés conformément aux normes comptables IFRS.

Pour préparer les états financiers consolidés conformément aux normes comptables IFRS, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés de l'actif et du passif ainsi que sur la présentation d'actifs et de passifs éventuels à la date des états financiers, de même que sur le montant des ventes et des charges comptabilisées au cours de la période visée. Les éléments importants qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses comprennent la durée d'utilité estimative des actifs, la recouvrabilité des actifs non courants et du goodwill et la détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le contexte d'une acquisition. La direction fait également des estimations et des hypothèses dans le cadre d'une acquisition d'entreprise, principalement en ce qui concerne les prévisions des ventes, les prévisions des marges et le taux d'actualisation. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et parfois de façon importante. Les estimations sont revues périodiquement et, si nécessaire, des ajustements sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net de la période au cours de laquelle ils deviennent connus.

### **Normes comptables annoncées, mais non encore adoptées**

Un certain nombre de nouvelles normes et de modifications de normes s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 ou par la suite. La Société évalue actuellement l'impact de ces nouvelles normes ou modifications sur ses états financiers consolidés.

## **CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION**

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information devant être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. Ces contrôles et procédures sont également conçus pour garantir que cette information est rassemblée puis communiquée à la direction de la Société, y compris ses dirigeants signataires, selon ce qui convient pour prendre des décisions en temps opportun en matière de communication de l'information.

Le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision directe, la conception et l'efficacité opérationnelle des CPCI de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 31 décembre 2024, et ont conclu que ces CPCI ont été conçus et opèrent de manière efficace.

## **CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir des contrôles internes adéquats à l'égard de l'information financière (« CIIF ») de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de publication externe, conformément aux normes comptables IFRS.

La direction a procédé à l'évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle de ses CIIF au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs. L'évaluation a été réalisée conformément au cadre de référence proposé dans le guide intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (« COSO »). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances de la Société, avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances ont conclu que la conception et l'efficacité opérationnelle des CIIF étaient adéquates au 31 décembre 2024.

Malgré l'évaluation qu'elle en a faite, la direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception ou de leur mise en application, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints.

## **CHANGEMENTS CONCERNANT LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

Stella-Jones Inc. a adopté une approche progressive dans le cadre de sa migration vers un nouveau PGI. Afin de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière appropriés dans les catégories de produits qui ont migré vers le nouveau PGI, des changements pertinents ont été apportés.

Il n'y a eu aucune autre modification des CIIF durant la période s'échelonnant du 1<sup>er</sup> octobre 2024 au 31 décembre 2024 ayant eu une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur les CIIF de la Société.

Le 26 février 2025